



N° 3 - Avril 2010

Panorama au 16 avril 2010

## Éditorial

### Campagne 2009/2010 difficile pour la pomme

En février 2010, les prix agricoles à la production sont inférieurs de 5 % à ceux de 2009. Les céréales et les vins expliquent 60 % de cette baisse. Quant aux intrants, leur coût est inférieur de 7 % mais, tirés vers le haut par les prix de l'énergie et des engrais, ils restent chers malgré la retombée des prix suivant la flambée de 2008 (*Infos rapides Moyens de production n° 4/10, avril 2010*). En février, les prix alimentaires à la consommation, bien que proches de ceux de 2009, restent encore nettement supérieurs aux prix moyens des dernières années (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires n° 4/10, avril 2010*).

Alors que la campagne 2009/2010 entre dans sa phase finale pour les céréales et les oléoprotéagineux, les perspectives sont peu optimistes pour la prochaine campagne. Des stocks de report importants, européens et mondiaux, pèseront en effet sur les prix de la campagne 2010/2011. Seuls les marchés oléagineux, et celui du maïs dans une moindre mesure, présentent

des cours relativement élevés. Les prix continuent de baisser pour le blé tendre, et surtout pour l'orge qui nécessite une mesure d'intervention pour écouler la marchandise ne trouvant pas acheteur (*Céréales et oléagineux : prix bas pour le blé et l'orge, prix relativement élevés pour les oléagineux, Céréales et oléagineux n° 2010/108, avril 2010*).

En termes d'emblavement, une perte de surfaces ensemencées en orge au profit du blé tendre se dissimule sous l'apparente stabilité des semis céréaliers par rapport à 2009. Malgré une légère diminution, la sole de colza se maintient à un haut niveau. Enfin, grâce aux aides liées au bilan de santé de la Pac, les surfaces de protéagineux font un bond par rapport à 2009 (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 2/10, avril 2010*).

Pour la deuxième campagne consécutive, le bilan sucrier mondial est déficitaire. Malgré la hausse de la production de sucre dans de nombreux

pays en 2009/2010, le déstockage est nécessaire pour faire face à la hausse de la demande mondiale en sucre. Il en résulte que les stocks sont au plus bas, alimentant l'envolée des cours mondiaux sur la première partie de la campagne. Les cours marquent toutefois un repli partiel en mars (*Déficit du bilan mondial et spéculations font pression sur les cours du sucre, Betterave n° 2010/109, avril 2010*).

La campagne légumière d'hiver s'achève en mars sur des prix élevés pour le chou-fleur et la carotte. Par contre, les prix sont restés inférieurs à 2009 pour les salades et surtout le poireau. Pour autant, les prix du poireau restent très supérieurs aux prix moyens 2005-2009. Sur le marché de l'endive, la commercialisation de volumes limités a maintenu l'équilibre entre offre et demande. En mars, les exportations et le transfert vers l'industrie de transformation ont permis l'écoulement du produit. À l'aube de la campagne de printemps, le marché du concombre est peu dynamique mais équilibré et

les prix sont en léger retrait sur ceux des années précédentes. Par contre, la production de tomate augmenterait, liée à la progression des surfaces sous serre, particulièrement sous serre froide, contrairement aux années précédentes. Les tomates françaises arrivent dans un marché où l'offre est limitée, le début de la campagne de commercialisation ayant été aussi plus difficile pour les produits en provenance du Maroc et d'Espagne. Les prix sont nettement plus élevés que les années précédentes (*Infos rapides Légumes, mars et avril 2010*).

La campagne de pomme 2009 se caractérise par une récolte française modérée face à une concurrence très marquée sur le marché européen. La France a perdu des parts de marché à l'exportation en particulier avec l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique. Le positionnement de la pomme parmi les fruits d'été a été difficile et la commercialisation a débuté à des prix très en dessous du niveau moyen 2004-2008 qu'un redressement tardif n'a pas permis de rattraper. La consommation française de pomme faiblit (*Commerce de la pomme difficile en 2009, Fruits n° 2010/110, avril 2010*). Les stocks de pommes dépassent le niveau de 2009. Pour les poires, le déstockage se poursuit (*Infos rapides Stocks Pomme-Poire n° 6/10, mars 2010*). La campagne de fraise démarre avec un retard d'une dizaine de jours sur le calendrier de production de 2009. Le froid, l'humidité et le manque d'ensoleillement ont limité le développement des plants. Les marchés sont largement alimentés par les produits d'importation mais l'offre française, en particulier de gariguettes, encore modeste, progresse. La production 2010

serait plus importante que l'an passé (*Infos rapides Fraise n° 1/4, avril 2010*). En février 2010, les abattages de bovins sont relativement stables. L'importante mise à la réforme de vaches laitières en 2009 semble stoppée. Pour les ovins et les porcins, les abattages reculent. En janvier 2009, les échanges extérieurs de l'ensemble des animaux de boucherie ralentissent, le solde commercial restant néanmoins positif. Les exportations de brouillards chutent à un niveau inférieur au niveau moyen 2005-2009. Pour les ovins, la production est à son plus bas niveau depuis 2006, ainsi que les importations en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Irlande. La consommation de viande ovine baisse très fortement, contrairement à celle de bœuf et de veau et à celle de viande porcine qui a tiré profit d'opérations promotionnelles. En février 2010, la réduction des abattages de porcins a permis une hausse du cours du porc charcutier (*Infos rapides Animaux de boucherie n° 3/11, mars 2010*). Le poulet bénéficie également de la faveur des consommateurs et la consommation de viandes de volaille se stabilise. Sur l'ensemble de l'année 2009, la production de volailles a reculé par rapport à 2008. En termes d'échanges extérieurs, le solde du commerce extérieur de viande de volaille s'érode encore en janvier 2010. (*Infos rapides Aviculture n° 4/11, avril 2010*).

L'année 2009 a été une année difficile pour les fabrications de produits laitiers français (*2009, année difficile pour les fabrications de produits laitiers, Lait n° 2010/111, avril 2010*). La baisse des cours mondiaux des produits industriels, beurre et poudres de lait, a conduit à une baisse du prix du

lait payé aux producteurs et, en France, à une moindre collecte. Celle-ci a entraîné une baisse quasi-générale des fabrications, à l'exception de quelques-unes. En février, les produits frais et notamment les fromages frais tirent leur épingle du jeu (*Infos rapides Lait n° 3/11, mars 2010*).

En 2009, l'activité des industries agroalimentaires (IAA) se situe globalement au même niveau qu'en 2008. Après un fort recul fin 2008 et durant le premier semestre 2009, elle reprend au cours du second semestre. Elle a été touchée par le repli de la demande, notamment extérieure, en début d'année. Ainsi, l'excédent commercial se dégrade, conséquence de la baisse de la demande de nos principaux clients étrangers. Le chiffre d'affaires des IAA se rétracte fortement en raison du repli des prix. Cette réduction du chiffre d'affaires et des prix fait figure de retour à la normale, après la forte croissance de 2008. L'emploi salarié dans les IAA est stable en fin d'année 2009. Les chefs d'entreprises perçoivent un regain d'activité en fin d'année (*IAA 2009 : un second semestre mieux orienté, IAA n° 2010/112, avril 2010*).

En février 2009, l'excédent agroalimentaire est l'objet d'une reprise significative, en raison de la hausse de l'excédent des produits de l'agriculture, et plus encore de ceux de l'industrie agroalimentaire. L'évolution des échanges est orientée favorablement, en particulier avec les pays tiers. Pour l'industrie agroalimentaire, la hausse des ventes s'ajoute au repli des achats, tandis que le recul des ventes est plus faible que celui des achats pour l'agriculture (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire n° 4/12, avril 2010*).

Christine Deroin

# Sommaire des synthèses

## Synthèses

Céréales et oléagineux : prix bas pour le blé et l'orge, prix relativement élevés pour les oléagineux, <i>Céréales et oléoprotéagineux</i>	5	Pierre Carrelet
Déficit du bilan mondial et spéculations font pression sur les cours du sucre, <i>Betterave</i>	9	Hélène Vigouroux
Commerce de la pomme difficile en 2009, <i>Fruits</i>	13	Laurent Bernadette
2009, année difficile pour les fabrications de produits laitiers, <i>Lait</i>	17	Géraldine Martin-Houssart
IAA 2009 : un second semestre mieux orienté, <i>Industries agroalimentaires</i>	21	Lise Lefebvre
<b>Organismes et abréviations</b>	<b>33</b>	
<b>Pour en savoir plus</b>	<b>35</b>	

## Liste des Infos rapides parues

<i>Animaux de boucherie</i> n° 03/11, mars 2010	A. Egger, M.A. Lapuyade
<i>Aviculture</i> , n° 4/11, avril 2010	C. Pendariès
<i>Carotte</i> , n° 6/6, avril 2010	J. Fressignac
<i>Chicorée</i> n° 5/5, avril 2010	J. Fressignac
<i>Chou-fleur</i> , n° 5/6, mars 2010	J. Fressignac
<i>Concombre</i> , n° 1/5, mars 2010	J. Fressignac
<i>Climatologie</i> , n° 4/12, avril 2010	H. Schoen
<i>Commerce extérieur</i> , n° 4/12, avril 2010	H. Vigouroux
<i>Endive</i> , n° 4/5, avril 2010	J. Fressignac
<i>Fraise</i> , n° 1/4, avril 2010	J. Fressignac
<i>Grandes cultures et fourrages</i> , n° 2/10, avril 2010	H. Schoen
<i>Lait</i> , n° 03/11, mars 2010	S. Cazeneuve
<i>Laitue</i> , n° 6/6, avril 2010	J. Fressignac
<i>Moyens de production</i> , n° 4/10, avril 2010	L. Lefebvre, A. Viguiet
<i>Poireau</i> , n° 5/5, mars 2010	J. Fressignac
<i>Prix agricoles et alimentaires</i> , n° 4/10, avril 2010	C. Deroin
<i>Stocks Pommes-Poires</i> , n° 6/10, mars 2010	L. Bernadette
<i>Tomate</i> , n° 1/5, mars 2010	J. Fressignac

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

# PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèse Céréales et oléoprotéagineux n° 2010/108

[Retour éditorial](#)

## Céréales et oléagineux : prix bas pour le blé et l'orge, prix relativement élevés pour les oléagineux

***La campagne 2009/2010 entre dans sa phase finale et les perspectives de la prochaine campagne sont pour l'heure peu optimistes. Les stocks de report européens et mondiaux se situeront à des niveaux élevés, pesant sur les prix de la campagne 2010/2011. Seuls les marchés oléagineux, et celui du maïs dans une moindre mesure, présentent des cours relativement élevés. Les prix poursuivent leur baisse pour le blé tendre et l'orge, d'où un recours à l'intervention.***

Sur les marchés mondiaux des céréales, les évolutions des cours des trois derniers mois sont le reflet des estimations de stocks de fin de campagne sans cesse revus à la hausse. À cela, s'ajoutent des estimations de semis 2010 et des conditions météorologiques pour l'instant favorables qui laissent penser que la prochaine récolte de céréales sera abondante.

Sur les marchés oléagineux, la pression de la demande en huiles entraîne la hausse des cours mondiaux, en particulier pour les graines de tournesol. Le stock mondial de fin de campagne 2009/2010, en huiles issues de graines oléagineuses, diminuera encore de 1 % par rapport à 2008/2009, alors qu'il avait déjà baissé de 5 % en 2008/2009. Actuellement, les conditions de culture pour les semis d'hiver et de printemps des graines de soja américaines et européennes sont favorables, et les prévisions pour la prochaine récolte de graines oléagineuses sont optimistes.

### **Les disponibilités 2010/2011 devraient être élevées**

D'après le dernier rapport du Conseil international des céréales (CIC), les stocks mondiaux de céréales s'élèveront en juin 2010 à 394 millions de tonnes (Mt), soit un rapport stocks/consommation de 23 %. Les stocks mondiaux de blé vont nettement augmenter à la fin de cette campagne pour atteindre 197 Mt, soit un rapport stock/consommation de 31 %. En comparant les stocks de blé 2009/2010 et ceux de 2007/2008, l'augmentation atteint plus de 60 %. Les marchés du blé resteront dans ce contexte de disponibilités importantes pour la campagne 2010/2011, sauf accident majeur sur la récolte 2010.

Le bilan mondial 2009/2010 en maïs est déficitaire. Malgré une légère augmentation de la production (+ 1 %), les stocks sont en baisse sous l'effet d'une consommation mondiale qui s'accroît

nettement. Le rapport stock/consommation se maintient tout de même à près de 18 %, taux relativement élevé comparé aux dernières campagnes. Les cours du maïs sont plus élevés que ceux du blé.

### **France : semis d'hiver en hausse pour les blés et les protéagineux**

En France, les premières estimations de semis, publiées par le Service de la statistique et de la prospective (SSP), font état de superficies en hausse pour les blés et les protéagineux. Pour ces derniers, le programme d'aides aux surfaces constitue une incitation attractive pour les producteurs. Les blés regagnent leur sole après les difficultés de semis de l'année précédente. Les superficies d'orge diminuent par manque d'attractivité des prix et sous l'effet du retour à la normale de la sole de blé. Actuellement, les quantités d'orge offertes à l'intervention dépassent un million de tonnes, mais

elles pourraient être plus importantes en fin de campagne (environ 1,5 Mt, selon les prévisions de FranceAgriMer). Les semis de colza d'hiver sont quasiment au même niveau que l'an dernier.

En faisant l'hypothèse de rendements au niveau moyen des cinq dernières campagnes, les productions céréalières et oléoprotéagineuses se maintiendront à un niveau élevé en 2010.

En termes de disponibilités, ces prévisions de récoltes élevées pour 2010/2011 s'ajoutent aux importants stocks de report 2009/2010. Les évolutions des cours français des céréales subissent ces pressions à la baisse depuis le début d'année 2010. Pour les oléagineux, les cours profitent de la situation plus tendue des bilans huiles et bénéficient de hausses sensibles au cours des trois derniers mois, hausses à nuancer en fin de campagne en fonction du niveau des stocks de graines oléagineuses françaises.

### Cours mondiaux du blé : l'effet des stocks de report abondants se fait ressentir

Fin mars, les cours européens du blé sont nettement inférieurs aux cours

américains. Le cours moyen du blé soft red winter origine Golfe du Mexique s'élève à 144 €/t contre 125 €/t pour le blé meunier russe origine mer Noire et 110 €/t pour le blé rendu Rouen. En raison de ces prix peu élevés, les blés français s'exportent vers l'Afrique subsaharienne et le Maghreb mais vers l'Égypte les blés russes sont plus compétitifs.

En prix moyen de campagne 2009/2010, sous l'effet de stocks très abondants sur le marché français, le prix du blé rendu Rouen recule plus fortement que ceux des blés russe et américain. Fin mars, le prix moyen du blé rendu Rouen se porte à 120 €/t alors que le blé meunier russe de la mer Noire est à 123 €/t et le blé américain à 135 €/t (respectivement - 21 %, - 18 % et - 13 % par rapport à 2008/2009). En mars, sur le marché français, le prix moyen du blé départ Eure-et-Loir chute à 102 €/t. Il faut remonter au mois de juin 2006 pour retrouver de tels niveaux de prix. Le prix moyen de campagne 2009/2010 atteint 114 €/t (- 22 % par rapport à 2008/2009).

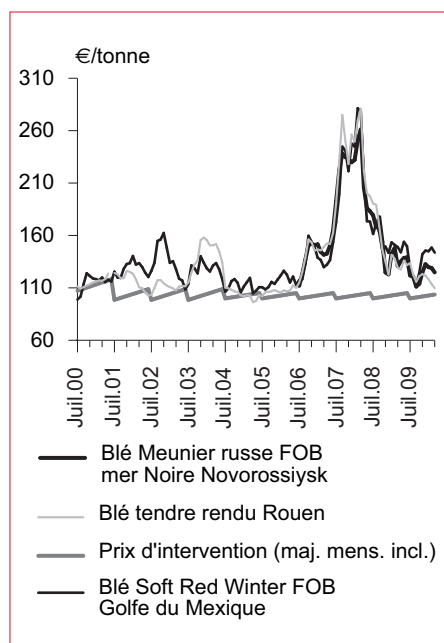
Concernant le blé dur, le repli des prix s'est stabilisé : seulement - 1 % entre février et mars contre - 9 % depuis le début de l'année 2010. Fin mars, le prix du blé dur départ Sud-Ouest s'établit à 134 €/t.

### Le prix du maïs se maintient à un niveau plus élevé que les autres céréales

Sur le marché mondial du maïs, les estimations des récoltes argentine et brésilienne sont revues à la hausse en mars. Cela annonce des disponibilités supplémentaires pour les exportations de maïs dans le monde alors que ces pays étaient beaucoup moins présents en 2008/2009. Pour l'heure, les prix mondiaux du maïs se replient très doucement. Fin mars, le prix moyen du maïs argentin approchait 118 €/t, celui du maïs américain origine Golfe du Mexique s'élevait à 121 €/t et le maïs rendu Bordeaux atteignait 130 €/t. À ces niveaux de prix, les maïs français restent compétitifs sur les marchés à l'exportation vers l'Europe du Nord et l'Espagne. Les stocks de report, élevés en orge et en blé tendre, pourraient également pousser à la baisse des prix du maïs pour libérer des espaces de stockage plus rapidement.

En moyenne de campagne 2009/2010, le prix du maïs rendu Bordeaux se stabilise à 130 €/t (- 12 % par rapport à 2008/2009). Pour le maïs américain origine Golfe du Mexique, le repli du

### L'écart de prix s'accroît sur le marché mondial du blé

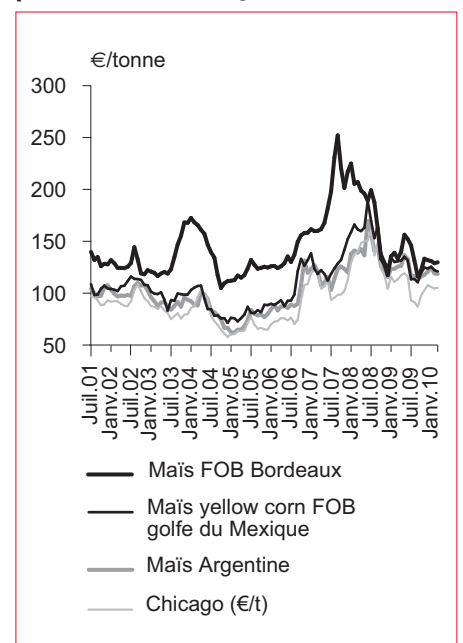


Source : FranceAgriMer

### Le prix de l'orge reste inférieur au prix d'intervention

Pour l'orge, les stocks français de report élevés de la fin de la campagne 2009/2010 continuent de faire baisser les prix qui deviennent inférieurs au prix d'intervention. En mars, le prix moyen de l'orge rendu Rouen se situe sous la barre de 90 €/t. En moyenne de campagne 2009/2010, ce prix est inférieur de près de 24 % à celui de 2008/2009. En prenant comme référence le bilan prévisionnel de FranceAgriMer, le stock de report total d'orge dépassera 3,5 Mt en fin de campagne 2009/2010. Le stock du marché libre pourrait s'élever à 2 Mt et les quantités à l'intervention atteindraient près de 1,5 Mt. Pour l'heure, les quantités offertes à l'intervention en France atteignent un million de tonnes.

### Prix proches pour les maïs français et américains



Source : FranceAgriMer



prix moyen de campagne 2009/2010 est plus marqué (- 15 % par rapport à 2008/2009).

La différence de prix entre blé et maïs s'explique par la situation de leurs bilans européens respectifs. Le bilan européen est très lourd en blé tendre, avec un rapport stock/consommation élevé, mais moins lourd en maïs avec des stocks de report qui augmentent, le rapport stock/consommation étant inférieur.

### Tension haussière persistante sur les marchés oléagineux

Sur le marché mondial des graines oléagineuses, les prix restent à des niveaux relativement élevés sous l'effet de la demande chinoise et d'une trituration importante pour répondre aux besoins industriels. Les disponibilités argentines n'ont pas encore eu d'impact réel sur les cours mondiaux mais le niveau des stocks mondiaux et européens de graines oléagineuses en fin

de campagne 2009/2010 ne constitueront pas un élément inflationniste.

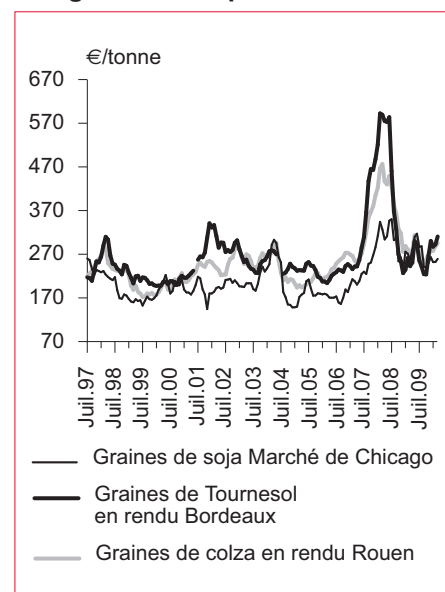
Fin mars, les prix moyens des graines de colza rendu Rouen et des graines de tournesol rendu Bordeaux se situent à un niveau supérieur à celui de mars 2009, de respectivement + 11 % et + 28 %, en réponse à la pression persistante sur le marché de Chicago et à la forte demande mondiale en huiles.

Le prix moyen de campagne 2009/2010 reste en recul par rapport à 2008/2009. Ce repli est plus net pour les graines de colza que pour les graines de tournesol (respectivement - 16 % et - 9 %).

Le prix des pois départ Marne subit à la fois une pression à la baisse du prix du blé, et la bonne tenue relative du prix des tourteaux en tant que produit de substitution pour les incorporations dans l'alimentation animale. Le prix moyen de campagne 2009/2010

départ Marne s'élève à 153 €/t (- 12 % par rapport à 2008/2009).

### Marché des oléagineux : reprise de la hausse des prix des graines européennes



Source : La Dépêche

### Sources et définitions

- Les données de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données de production européennes sont fournies par l'organisme statistique européen : [www.epp.eurostat.ec.europa.eu](http://www.epp.eurostat.ec.europa.eu)
- Les cotations mondiales et les bilans français provisoires (2008/2009) et prévisionnels (2009/2010) sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil International des Céréales et l'USDA : [www.igc.org.uk](http://www.igc.org.uk) et [www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm](http://www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm)
- Les cotations françaises sont reprises de l'hebdomadaire La Dépêche - Le petit meunier.

### Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Repli de la sole d'orge au profit du blé, et forte progression des protéagineux », Infos rapides Grandes cultures n° 02/10, avril 2010
- « Céréales et oléoprotéagineux : Les semis de blé et protéagineux progressent au détriment des autres céréales », Synthèse Grandes cultures - Céréales et oléoprotéagineux n° 2010/104, mars 2010
- « Semis d'hiver : la sole de blé tendre augmente mais celle de colza se stabilise », Infos rapides Grandes cultures n° 01/10, février 2010
- « Céréales et oléoprotéagineux : Accroissement de la volatilité sur les marchés mondiaux des céréales et oléagineux », Synthèse Grandes cultures - Céréales n° 2010/99, janvier 2010
- « Céréales et oléagineux : le repli des cours se nuance selon les productions », Synthèse Grandes cultures - Céréales et oléoprotéagineux n° 2009/96, décembre 2009
- « Bonne année pour les récoltes de la plupart des grandes cultures », Infos rapides Grandes cultures n° 9/10, novembre 2009

[Retour éditorial](#)

## Déficit du bilan mondial et spéculations font pression sur les cours du sucre

***Le bilan sucrier mondial 2009/2010 est déficitaire pour la deuxième campagne consécutive. Malgré la hausse de la production de sucre dans de nombreux pays, le déstockage est nécessaire pour faire face à la hausse de la demande mondiale en sucre et en éthanol carburant. En raison de cette situation, les stocks sont au plus bas, alimentant l'envolée des cours sur la première partie de la campagne.***

### **La production européenne de sucre de betterave en hausse sur la campagne 2009/2010**

La production européenne de sucre de betterave 2009/2010 – y compris le sirop de sucre pour la production d'éthanol et pour les industries chimique et pharmaceutique – est en hausse de 14 %. La production européenne retrouve ainsi un niveau comparable à la campagne 2007/2008. Exprimée en sucre blanc, elle atteint 17,6 millions de tonnes (Mt), soit une hausse de 2,2 Mt. C'est le résultat d'une augmentation des surfaces de 4,5 %, et d'un rendement en sucre de 11,2 tonnes par hectare (t/ha) contre 10,2 t/ha pour la campagne 2008/2009. Le déficit du solde des échanges a beaucoup diminué. Les importations de sucre en l'état n'ont pas augmenté, et leurs exportations ont pu atteindre 2,1 Mt, en raison du déficit mondial qui a permis des exportations de 500 milliers de tonnes à titre exceptionnel.

Pour la campagne 2009/2010, la production française de sucre de betterave industrielle d'un montant de 4,5 Mt, repart à la hausse (+ 9 %), dépassant le niveau atteint en 2007/2008 avant la mise en place de la réforme de l'organisation commune de marchés Sucre. La progression des surfaces de 7 %, combinée à un rendement racine record de 94 t/ha à 16 % de sucre contre 87 t/ha en 2008, ont permis de rétablir la production. Ce bon résultat est la conséquence de l'accroissement en perspective des débouchés dans l'éthanol carburant, mais surtout des conditions climatiques très favorables lors de cette campagne.

### **Le bilan mondial fortement déficitaire**

L'estimation du bilan mondial 2009/2010, sur la période octobre 2009/septembre 2010, faite en février 2010 par l'Organisation internationale du sucre (Iso), est largement déficitaire, le défi-

cit étant toutefois moins élevé que lors de la campagne précédente. Il s'élèverait à 9,4 Mt contre 11,7 Mt en 2008/2009, malgré une offre mondiale de sucre brut en hausse de 4,7 Mt. En effet, cette hausse est insuffisante pour couvrir la consommation de sucre brut, en hausse de 2,4 Mt après une hausse de 2,8 Mt en 2008/2009.

Estimée à 157 Mt, l'offre mondiale, exprimée en sucre brut, augmente grâce en particulier aux productions de l'Union européenne (+ 2 Mt), du Brésil (+ 1,2 Mt), de l'Inde (+ 1,3 Mt), de la Thaïlande (+ 0,1 Mt), et d'un grand nombre de pays du fait de bonnes conditions climatiques et de l'utilisation croissante des produits phytosanitaires.

Il existe cependant un déséquilibre qui provient principalement de l'Inde, troisième pays producteur et premier pays consommateur, la hausse de sa production ne suivant pas celle de sa



consommation. Il provient aussi de la Thaïlande, deuxième pays exportateur, qui augmente peu, et de la Chine, quatrième pays producteur et troisième pays consommateur, et du Mexique qui diminuent. Estimée à 167 Mt de sucre, la consommation mondiale serait en hausse de 1,5 %, ralentissant nettement par rapport à 2007/2008, en raison des effets de la crise économique dans les pays en développement et au niveau élevé des prix de marché.

Les disponibilités à l'exportation sont estimées à 52 Mt, en hausse de 4,2 % après + 7,4 %. La vigueur de cette offre est due principalement à la hausse de la production dans les pays exportateurs, notamment le Brésil, premier pays producteur et exportateur, mais aussi au déficit quasiment nul de l'Union européenne, deuxième pays producteur.

Face à ce décalage entre production et consommation dans certains pays, une large ponction a été opérée sur les stocks. Les stocks finaux, de 53 Mt, continuent donc de s'amenuiser (- 12 %) et représentent moins d'un tiers de la consommation contre 43 % en 2007/2008.

Pour éviter un nouveau déficit en 2010/2011, l'Iso évalue à 12 Mt la hausse de la production nécessaire pour satisfaire la demande mondiale, dont la croissance est estimée entre + 1,5 % et + 2 %. Le niveau élevé des prix suffisamment rémunérateurs et compétitifs par rapport à ceux de l'éthanol-carburant, l'accès préférentiel au marché de l'Union européenne

pour les pays les moins avancés, pourraient inciter d'une part à une hausse des surfaces, notamment en Afrique, et d'autre part à un arbitrage en faveur de la production de sucre de consommation. Cette situation, conjuguée au retour à des conditions climatiques favorables à la production au Brésil et en Inde, rendrait possible l'hypothèse d'équilibre entre offre et demande faite par l'Iso, sans toutefois permettre une reconstitution des stocks.

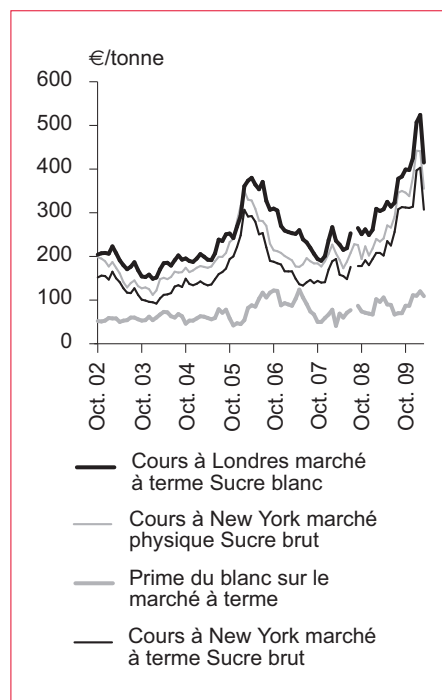
### Envolée des cours du sucre en 2009...

Orientés à la hausse depuis janvier 2008, les cours du sucre, tant brut que raffiné, ont atteint des sommets fin 2009 et début 2010. Cependant, cette flambée des cours ne porte que sur la part de la production mondiale, environ 30 %, faisant l'objet d'échanges internationaux. L'appréciation du réal brésilien et de l'euro face au dollar, et la demande mondiale d'importation ont contribué à la flambée des cours du sucre brut sur le marché à terme de New York. Pour satisfaire leur demande intérieure, les pays déficitaires, notamment l'Inde, le Pakistan, et l'Indonésie, ont libéré les importations de sucre blanc. Mais l'Union européenne, première zone exportatrice de sucre blanc, n'est plus autorisée à exporter que dans une certaine limite, même avec une très bonne récolte et un déficit mondial. De ce fait, le sucre raffiné a été écoulé à un prix élevé sur le marché mondial, dépassant 300 € par tonne. Dès la fin de l'année 2008, l'écart de prix entre le sucre brut et le sucre raffiné sur le marché mondial, s'était accentué.

### ... et reflux en 2010

À la fin du premier semestre, le marché du sucre connaît toutefois un reflux des prix, aussi bien du sucre roux que du sucre brut. Pourtant, la campagne 2009/2010 continue d'être estimée fortement déficitaire. En revanche, les perspectives de production pour la campagne 2010/2011 seraient en forte progression en Inde et au Brésil. Ces perspectives ont entraîné le retrait des prix, amplifié par la prise de bénéfices de fonds financiers sur les marchés à terme.

### Envolée des cours du sucre



Sources : La Dépêche, FranceAgriMer

### Sources

- Les données mondiales sont reprises par le Syndicat national des fabricants de sucre de France qui présente les estimations de l'Iso dans le bulletin n° 2 de février 2010.
- Les données européennes (production, surface et rendement de betterave industrielle et production de sucre) proviennent de FranceAgriMer (FAM) et de la Commission européenne. Elles sont reprises dans Marché du sucre, bulletin n° 471 d'avril 2010 (FAM).
- Les données françaises (production, surface et rendement de betteraves industrielles) sont établies par le Service de la statistique et de la prospective (Statistique agricole annuelle).
- Les données des cours du sucre sont fournies par FAM (cours du sucre brut sur le marché physique de New York) et le journal La Dépêche (cours du sucre sur le marché à terme de Londres pour le blanc et de New York pour le brut).

### Pour en savoir plus

Les données de la Statistique agricole provisoire (Sap) sur la production 2009 des grandes cultures sont disponibles sur le site.

Et aussi les publications :

- « Le bilan sucrier mondial 2008/2009 s'annonce déficitaire », Synthèse Agreste Grandes cultures - Betterave n° 2009/73, juin 2009
- « Marché du sucre », Synthèse trimestrielle n° 9, avril 2010, FranceAgriMer.

## Retour éditorial

### Commerce de la pomme difficile en 2009

**L**a campagne 2009 de pomme s'est inscrite sous le signe d'une production modérée en France et d'une concurrence marquée sur le marché européen. Cette année est caractérisée par un début de campagne laborieux, où la pomme peine à se positionner parmi les fruits d'été. La consommation française est en recul. Les cours de la pomme, qui sont d'emblée très en dessous des cours moyens 2004-2009, ne réussissent que tardivement à se redresser sans parvenir à rattraper cette moyenne.

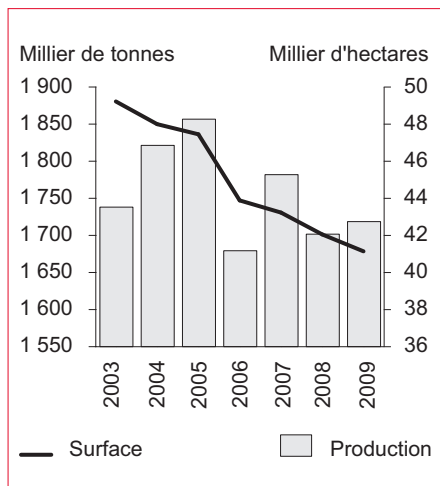
#### Volume de récolte moyen en 2009

La récolte 2009 des vergers français de pommiers est inférieure de 3 % à la moyenne des récoltes 2004-2008. Sur la période, leurs surfaces ont accusé une baisse de 8 %. Les conditions climatiques ont été favorables à l'expression de rendements élevés dans de nombreuses régions, à l'exception de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Ainsi, la production 2009 regagne 1 % par rapport à celle de 2008 alors que les surfaces diminuent de 2 %. Une partie de la production n'aurait pas été récoltée en raison de prix considérés par les arboriculteurs comme peu rémunérateurs. Cette récolte est avancée du fait de températures automnales au-dessus des normales saisonnières, à un moment où les fruits d'été sont encore préférés par le consommateur. Malgré une maturation très rapide, la qualité est satisfaisante dans l'ensemble mais est affectée pour certaines variétés. La Golden limou-

sine présente un déficit de la face rosée et la Granny Smith une face blanche et rosée au lieu de la coloration verte habituelle.

#### En 2009, le recul du verger français de pommiers se poursuit



Source : Agreste

Dans l'Union européenne, les dernières prévisions de Prognosfruit en août 2009 prévoyaient une récolte en baisse de 7 % par rapport à 2008, mais légèrement au-dessus de la récolte moyenne 2004-2008 (+ 1 %). Le recul serait plus marqué chez les nouveaux membres de l'Union européenne. Toutefois, ces prévisions pourraient être révisées à la hausse, notamment pour l'Allemagne et la Belgique.

#### Marché difficile dans l'Union européenne

Sur les six premiers mois de campagne, d'août 2009 à janvier 2010, les importations françaises ont augmenté de 2 % par rapport à 2008 dans l'ensemble (- 3 % par rapport à 2004-2008). Les importations depuis les pays tiers ont quant à elles chuté de 50 % (- 43 % par rapport à 2004-2008). À l'inverse, les importations françaises en provenance de l'Union européenne ont fortement progressé en un an (+ 20 %).

L'ensemble des exportations, six fois plus volumineuses que les importations, ont reculé de 6 % en un an (- 13 % par rapport à 2004-2008). En 2009, la concurrence a été forte sur le marché européen, où les exportations françaises ont encore baissé de 14 % en un an (- 23 % par rapport à 2004-2008). En un an, la France a perdu des parts de marché aux Pays-Bas (- 28 %), en Allemagne (- 25 %), en Belgique (- 22 %), et au Royaume-Uni (- 4 %). Ces pertes de marché à l'exportation s'expliquent dans le contexte européen et mondial. En effet, selon Eurostat, les volumes importés par les Pays-Bas et le Royaume-Uni proviennent de pays comme la Russie ou les États-Unis qui ont gagné des parts de marché. L'affaiblissement du rouble russe ou du dollar américain par rapport à l'euro a pu en effet favoriser leurs exportations. Par ailleurs, selon l'USDA, la récolte américaine de pomme a augmenté de 2 % par rapport à la récolte moyenne 2004-2005. En Belgique et en Allemagne, la récolte autochtone de 2009 aurait été plus importante que prévue initialement par Prognosfruit. D'ailleurs, les importations françaises provenant de ces deux pays ont bondi de respectivement + 63 % et + 36 %. En provenance de

Pologne, les volumes de pomme importés progressent à nouveau de 12 % (+ 184 % par rapport à 2004-2008).

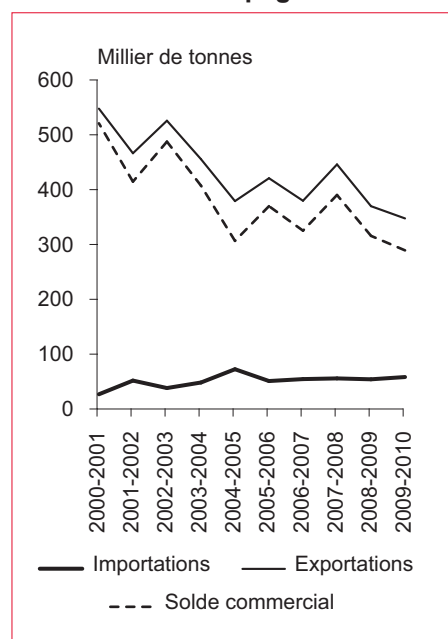
À l'exception de la Russie en raison de la dévaluation du rouble, les exportations à destination des pays tiers augmentent de 19 % (+ 26 % par rapport à 2004-2008). Ce bon résultat est à replacer dans le contexte de crise économique qui n'a semble-t-il pas affecté fortement les exportations françaises à destination de l'Arabie Saoudite (+ 61 %) ou des Émirats Arabes Unis (+ 49 %).

Au vu de l'évolution sur dix ans du commerce extérieur français de pomme, une rupture des exportations apparaît en 2003 et 2004. La chute résulte de la récolte 2003 qui fut la plus faible des dix dernières années. Cette récolte présentait en outre des fruits de petits calibres et des problèmes qualitatifs suite à l'été caniculaire de 2003. Depuis 2005, le regain des parts de marché perdues en 2003 et 2004 est faible, et reste en deçà des niveaux du début des années 2000. Il s'explique par une tendance haussière vers les pays tiers alors que la concurrence sur le marché européen semble s'être intensifiée depuis 2007. En 2008 et 2009, un nouveau décrochage des exportations a lieu. La dernière campagne d'exportation est la plus faible depuis dix ans. Depuis une décennie, quoique toujours très positif, le solde entre exportations et importations subit plutôt une tendance à la baisse.

lité. La consommation française brute par tête au cours de la campagne 2008-2009 perd 1 % par rapport à la campagne précédente et 0,5 % par rapport à cinq campagnes précédentes. Selon FranceAgriMer, ce recul semblerait se prolonger en 2009/2010 sur les trois premiers mois de campagne (- 6 % par rapport à 2008-2009). Le marché au détail - ventes en grande et moyenne surface et hard-discount - est compliqué, conduisant à une baisse généralisée des cours en 2009 par rapport à 2008. Les particuliers recherchent des petits prix en privilégiant le conditionnement en sac de deux kilos au détriment du vrac. Les ventes à l'exportation, qui représentent 35 % de la production nationale, sont difficiles vers l'Union européenne qui débute sa campagne de pomme.

En août 2009, les cours démarrent au plus bas, en retrait de 20 % par rapport aux prix moyens d'août 2004-2008. Mais une réactivation des exportations serait perceptible depuis novembre, notamment vers le Moyen-Orient. Depuis le début 2010, les cours sont plus fermes, au moment où la saison des agrumes commence à décliner. En mars 2010, les prix regagnent 17 % par rapport à décembre 2009 mais restent toujours en retrait de 8 % par rapport aux prix moyens 2004-2009.

### Rupture des exportations de pomme au cours de la campagne 2003-2004



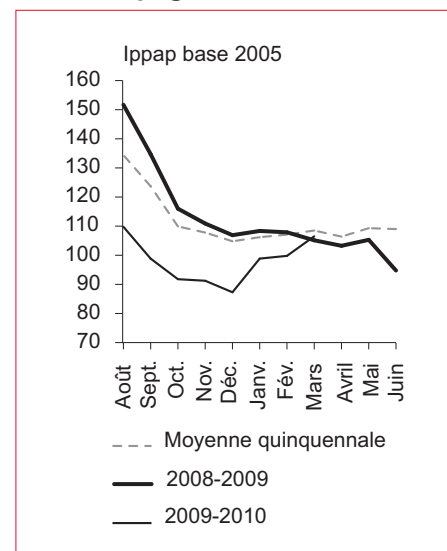
Période : août à janvier.  
Source : DGDDI (Douanes)

### Fort recul des cours

Les premières pommes commercialisées en août 2009 sont gênées par les stocks européens de la campagne précédente et la concurrence de l'hémisphère sud. Comme la récolte est avancée, les entrées en stations de stockage sont d'emblée élevées en début de saison (+ 24 % fin septembre par rapport à 2008), alors qu'un temps doux ne favorise pas les achats et que la présence des fruits d'été est encore marquée.

La demande interne, bien qu'en progression grâce aux mises en avant et à la campagne médiatique d'octobre, reste insuffisante hors produits de qua-

### Cours de la pomme très inférieurs aux prix des cinq dernières campagnes, mais en amélioration à la fin de la campagne 2009/2010



Source : Agreste

## Échanges de pommes françaises avec l'Union européenne : hausse des importations et repli des exportations

Unité : tonne

	Production	Importations	dont UE	dont pays tiers	Exportations	dont UE	dont pays tiers	Disponible
Août 2009 - Janvier 2010	1 718 576	59 182	51 593	7 588	- 359 917	- 254 040	- 105 876	1 417 841
n/n - 1	+ 1 %	+ 2 %	+ 20 %	- 50 %	- 6 %	- 14 %	+ 19 %	
n/moyenne quinquennale	- 3 %	- 3 %	+ 9 %	- 43 %	- 13 %	- 23 %	+ 26 %	

Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

## L'Espagne se hisse à la deuxième place des pays clients et fournisseurs

Unité : tonne

Exportations françaises	Août 2003 - Janv. 2004	Août 2004 - Janv. 2005	Août 2005 - Janv. 2006	Août 2006 - Janv. 2007	Août 2007 - Janv. 2008	Août 2008 - Janv. 2009	Août 2009 - Janv. 2010
Royaume-Uni*	105 692	105 026	107 760	99 946	90 141	80 559	<b>77 099</b>
Espagne*	61 198	61 963	44 553	49 528	73 166	46 987	<b>53 827</b>
Pays-Bas*	64 208	37 803	51 248	53 235	59 426	49 765	<b>35 884</b>
Algérie	19 872	22 683	24 320	21 436	36 178	30 396	<b>34 470</b>
Allemagne*	61 001	42 826	50 508	42 081	45 892	38 570	<b>29 080</b>
Belgique*	22 412	16 984	25 403	20 790	21 300	21 574	<b>16 807</b>
Arabie Saoudite	9 742	11 912	12 462	11 220	11 904	8 373	<b>13 520</b>
Émirats arabes unis	4 230	4 699	9 344	7 091	10 445	8 666	<b>12 935</b>
Russie	6 120	5 694	10 352	13 953	14 881	14 772	<b>11 554</b>

Importations françaises	Août 2003 - Janv. 2004	Août 2004 - Janv. 2005	Août 2005 - Janv. 2006	Août 2006 - Janv. 2007	Août 2007 - Janv. 2008	Août 2008 - Janv. 2009	Août 2009 - Janv. 2010
Belgique*	10 647	15 319	13 187	12 113	14 510	11 191	<b>18 240</b>
Espagne*	10 789	10 778	11 108	14 961	8 265	10 974	<b>10 346</b>
Italie*	9 745	14 788	10 373	9 388	10 010	9 760	<b>10 056</b>
Pays-Bas*	8 075	11 398	7 640	7 948	6 661	5 481	<b>5 153</b>
Allemagne*	954	4 560	1 547	1 840	2 953	2 968	<b>4 037</b>
Chili	1 408	3 376	4 429	2 127	6 387	2 652	<b>2 400</b>
Pologne*	60	1 159	407	261	52	1 943	<b>2 172</b>
Afrique du Sud	3 171	7 636	1 717	2 490	2 209	3 181	<b>1 780</b>
Nouvelle-Zélande	1 226	2 735	2 166	2 275	1 641	959	<b>1 063</b>
Royaume-Uni*	65	28	55	141	594	92	<b>331</b>

\* États membres de L'Union européenne.

Source : DGDDI (Douanes)

### Sources et définitions

- Indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap) : Agreste, Insee
- Cours : FranceAgriMer-SNM
- Prévisions de productions et surfaces : enquête de conjoncture fruitière du SSP
- Données historiques de productions et surfaces : SAA, Agreste
- Données de commerce extérieur : DGDDI (Douanes)
- Informations qualitatives sur les marchés : Fel Actualités d'Interfel
- Prévisions de productions européennes : Eurostat et Europech

### Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Fruits » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Fruits » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Stocks de pommes supérieur à celui de 2009, stocks de poires normaux », Infos rapides Stocks Pommes-Poires n° 6/10, mars 2010
- « Commercialisation toujours difficile », Infos rapides Pomme n° 6/6, novembre 2009
- « Campagne 2008 en demi-teinte pour la pomme », Synthèse Fruits n° 2009/69, avril 2009



[Retour éditorial](#)

## 2009, année difficile pour les fabrications de produits laitiers

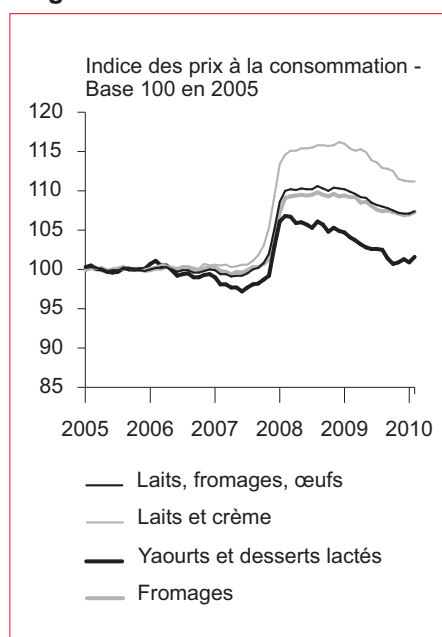
**L'**année 2009 a été une année difficile pour les fabrications françaises de produits laitiers français. La baisse des cours mondiaux des produits industriels, les beurres et poudres de lait, a conduit à une baisse de 18 % du prix standard du lait payé aux producteurs et, en France, à une moindre collecte (- 4,4 % selon FranceAgriMer). Celle-ci a entraîné une baisse quasi-générale des fabrications, à l'exception de quelques-unes.

### Difficile maintien des fabrications de produits de grande consommation

Les fabrications de **produits ultra-frais** ont résisté malgré la crise. Ainsi, avec 2,2 millions de tonnes, les fabrications de yaourts et desserts lactés frais ont progressé de 0,7 % par rapport à 2008. Leur niveau est encore très supérieur à celui de 2006. Cette évolution est surtout le fait des yaourts et laits fermentés, dont les prix de vente au détail sont quasiment redescendus à leur niveau de 2006.

La fabrication de **crème conditionnée** poursuit sa progression : en hausse de 0,9 % par rapport à 2008, elle dépasse de 6 % son niveau de 2006. Avec une production plus importante, les industriels répondent à la demande intérieure. En effet, si les

### Baisse des prix des produits laitiers de grande consommation



Sources : Agreste, Insee

achats des ménages français continuent de baisser sur les produits ultra-frais, au contraire la consommation de crème conditionnée reste dynamique, les achats ayant progressé de 7 % entre 2008 et 2009, selon le panel Nielsen. Au niveau des prix de détail pourtant, les baisses ayant eu lieu en 2009 ont été limitées et les prix sont restés bien au-dessus des niveaux observés avant la flambée des prix de fin 2007.

Les **laits liquides conditionnés**, soumis à une baisse régulière de la consommation, ont été particulièrement affectés par la baisse de la collecte : les fabrications ont chuté de 4,5 % entre 2008 et 2009, après une baisse de 1,1 % entre 2007 et 2008. Malgré la baisse des prix de détail à partir du second semestre, la demande des consommateurs est restée plutôt

forme. Pour autant, la France a réduit ses exportations pour y répondre et importé davantage, notamment depuis l'Allemagne, où le prix d'achat du lait est resté beaucoup plus attractif tout au long de l'année 2009.

### Seules les fabrications de fromages frais sont dynamiques

En ce qui concerne les fromages, la baisse de la collecte française a contraint les professionnels à diminuer leurs fabrications. Ainsi, les volumes produits se sont réduits de 1 %, avec des baisses plus marquées pour les fromages à pâte pressée cuite (- 8 %), notamment le gruyère et l'abondance (- 25 %). Les fromages frais, qui représentent plus du tiers des fabrications de fromages, restent dynamiques et continuent leur progression, soit + 2,2 % entre 2008 et 2009, après + 1,6 % entre 2007 et 2008 et + 1,9 % entre 2006 et 2007. Globalement, les achats de fromages des ménages se sont maintenus et ont même légèrement progressé (+ 0,5 %) entre 2008 et 2009. La France a eu recours plus que d'habitude aux importations. Celles-ci ont progressé de 14 % sur l'année, la hausse ayant atteint 30 % pour les fromages à pâte pressée cuite. Depuis plusieurs années déjà, la France fait de plus en plus appel aux importations pour répondre à la demande intérieure concernant plusieurs types de fromages, les fromages à pâte molle et à pâte pressée cuite. Les prix de vente au détail des fromages ont reculé pour la plupart mais restent d'un niveau élevé.

### Fabrications de beurre en recul malgré l'embellie des prix en fin d'année

Concernant les produits industriels, un excédent de disponibilités sur les marchés a provoqué une forte baisse des prix. Ces prix sont restés bas jusqu'à la mi-2009 avant de remonter au deuxième semestre.

Le bas niveau de prix et les faibles disponibilités de lait en France ont conduit les industriels français à réduire leurs fabrications de **beurre**. Ainsi, en 2009, 414 000 tonnes de beurre ont été produites, en baisse de 4,6 % par rapport

à l'an passé, mais encore supérieures au niveau de 2007. La baisse de la demande en produits frais avait relancé les fabrications de beurre en 2008 mais celles-ci sont devenues trop abondantes et ont entraîné une baisse des prix. Le prix est resté inférieur au prix d'intervention pendant les six premiers mois de l'année. Face à cette situation, la Commission européenne a retiré du marché près de 4 % des fabrications européennes de beurre grâce au stockage d'intervention. En France, les offres à l'intervention ont atteint 16 000 tonnes, à cumuler avec les 23 000 tonnes de stockage sous contrat. Cette intervention européenne et un meilleur contexte international ont permis au prix de rebondir fortement. Néanmoins au final, sur l'année, le prix a baissé de 8 % par rapport à 2008, passant même sous son niveau de 2006.

### Progression des poudres de lait écrémé au détriment des poudres grasses

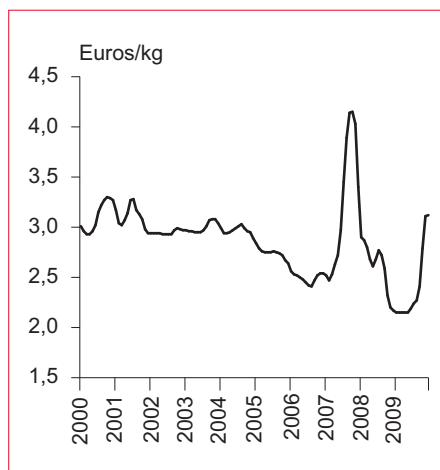
Les fabrications de **poudre de lait écrémé** ont encore progressé en 2009. Les industriels ont produit 303 000 tonnes de lait écrémé en poudre, soit une hausse de 5,4 % par rapport à 2008. Ils ont en effet choisi de reporter une partie des fabrications de poudre grasse sur la poudre maigre, les ventes de poudre maigre à l'intervention étant plus intéressantes que les ventes à l'exportation de poudre grasse. Au niveau du prix, la situation de la poudre de lait écrémé a été plus diffi-

cile que celle du beurre car la reprise des cours a été de moindre ampleur et moins durable. À la suite d'un excédent sur les marchés, le prix a plongé fin 2008, passant de 2,55 €/kg en juillet pour la poudre de lait destinée à la consommation humaine à 1,70 €/kg en décembre. Ce cours a ensuite stagné à ce plancher tandis que celui de la poudre de lait destiné à la consommation animale a poursuivi sa chute. La mise en place du stockage public et un meilleur contexte de marché ont eu des effets favorables en fin d'année, avec une remontée du cours à 2,14 €/kg en décembre. Malgré cette embellie, le cours annuel moyen de 2009 est très en deçà du cours de 2008 à 1,79 €/kg contre 2,21 €/kg pour la poudre maigre destinée à la consommation humaine, soit une chute de 18 %. Les exportations ont été plutôt dynamiques au niveau mondial grâce à la reprise des achats asiatiques et de ceux des principaux importateurs de poudre maigre mais les exportations françaises n'ont pas bénéficié de ce regain.

Les fabrications de **poudre grasse** ont fortement chuté en 2009, aussi bien en France qu'ailleurs. En France, elles se sont réduites de 27 % par rapport à 2008, au niveau le plus bas observé depuis 1999. En effet, le bas niveau des prix a incité les industriels à s'orienter plus que d'habitude vers la fabrication de poudre maigre et de beurre, qui bénéficie d'achats d'intervention de la Commission européenne. Au vu des fabrications fortement réduites, la France n'a pas pu bénéficier du regain d'activité sur le marché des échanges mondiaux et ses exportations ont chuté de 42 % par rapport au niveau élevé de 2008 (- 18 % par rapport à 2007).

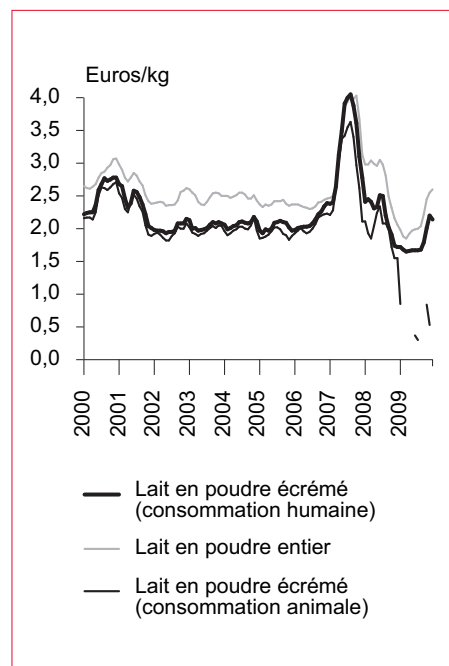
En raison de la baisse des fabrications de fromages, les industriels ont ralenti la production de **lactosérum**. Les fabrications françaises se sont repliées de 10,2 % par rapport à 2008. Le prix est resté au plus bas durant les cinq premiers mois de l'année à moins de 0,40 €/kg avant de remonter au deuxième semestre à près de 0,70 €/kg, grâce à la reprise des échanges internationaux notamment des importations de la Chine.

### Remontée du prix du beurre fin 2009



Sources : Agreste, DGPAAT

## Forte baisse des prix pour la poudre de lait

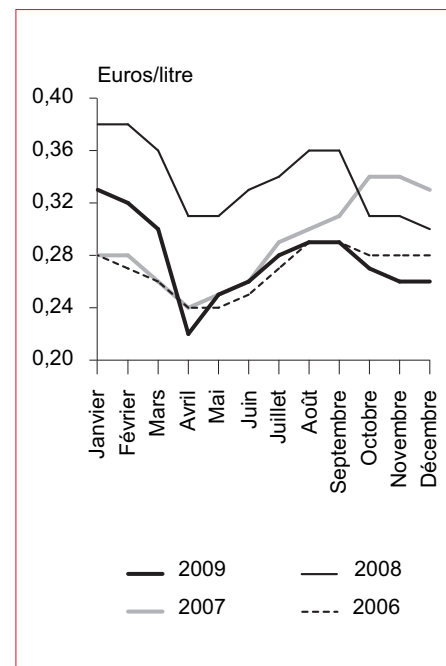


Sources : Agreste, DGPAAT

## Les prix des produits industriels pèsent sur le prix du lait payé aux producteurs

En 2009, le prix standard du lait de vache payé aux producteurs a été particulièrement bas. Il a été inférieur de 18 % à celui de 2008, avec une baisse marquée en avril, au moment de négociations difficiles entre les différents acteurs de la filière. En 2010, le prix se stabilise à un niveau proche de celui de 2006. Cette baisse du prix du lait payé aux producteurs répercute la forte baisse des prix des produits industriels sur les marchés internationaux et sur le marché européen. La collecte de 2009 a fortement chuté par rapport à 2008, surtout au premier trimestre (- 9 %), mais a retrouvé son niveau de 2007. Suite à la forte baisse du prix livré, la Commission européenne a arrêté une mesure de soutien en faveur des producteurs de lait en difficulté. En France, cette mesure s'élèvera à 51 millions d'euros.

## Baisse du prix du lait de vache en 2009



Sources : Agreste, Insee

## En 2009, baisse des fabrications et des exportations de produits laitiers

Unité : laits conditionnés en millier de litres, autres produits en tonne

	Fabrications			Exportations		
	Année 2009	Évolution en % 09/08	Évolution en % 08/07	Année 2009	Évolution en % 09/08	Évolution en % 08/07
<b>LAITS CONDITIONNÉS (tous laits)</b>	<b>3 564 441</b>	- 4,5	- 1,1	<b>322 259</b>	- 16,0	- 14,3
Lait liquide de consommation	3 524 113	- 4,5	- 0,6	314 797	- 16,1	- 14,0
Lait aromatisé (uht ou non) conditionné	40 328	- 5,5	- 32,7	7 462	- 8,1	- 25,7
<b>YAOURTS ET DESSERTS LACTÉS FRAIS</b>	<b>2 202 079</b>	+ 0,7	+ 0,3	<b>397 298</b>	- 0,5	+ 18,2
Yaourts et laits fermentés	1 591 393	+ 1,2	+ 0,0	226 475	- 7,0	+ 17,0
Desserts lactés frais	610 686	- 0,6	+ 1,1	170 823	+ 9,7	+ 20,0
<b>CRÈME CONDITIONNÉE</b>	<b>359 018</b>	+ 0,9	+ 0,7	<b>37 768</b>	+ 6,9	- 13,8
<b>MATIÈRES GRASSES*</b>	<b>413 977</b>	- 4,6	+ 5,3	<b>49 595</b>	+ 6,0	+ 5,8
Beurre (vrac ou conditionné)	341 078	- 2,1	+ 3,3	47 972	+ 6,7	+ 9,2
Beurre anhydre de crème*	66 541	- 16,1	+ 15,2	142	- 72,2	- 66,5
Spécialités à tartiner*	6 358	+ 3,7	+ 3,0	1 481	+ 11,4	- 13,0
<b>SÉCHAGE POUDRES DE LAIT</b>	<b>424 048</b>	- 6,3	+ 13,8	<b>204 230</b>	- 24,2	+ 37,6
Lait écrémé en poudre réengraissé ou non	302 938	+ 5,4	+ 13,8	118 167	- 2,8	+ 34,4
Autres poudres de lait	121 110	- 26,7	+ 13,9	86 063	- 41,8	+ 40,3
<b>FROMAGES (tous laits) hors fondus</b>	<b>1 855 151</b>	- 1,0	- 0,1	<b>534 099</b>	- 0,5	- 1,3
<b>Fromages frais</b>	<b>674 123</b>	+ 2,2	+ 1,6	<b>204 979</b>	+ 3,6	+ 6,5
<b>Fromages à pâte molle</b>	<b>467 253</b>	- 1,4	- 1,9	<b>160 836</b>	- 1,2	- 3,1
dont Camembert	107 591	- 3,1	- 2,7	20 367	- 1,6	- 0,0
Brie	154 409	- 2,8	- 1,1	62 102	- 5,5	- 1,8
<b>Fromages à pâte pressée non cuite ou demi cuite</b>	<b>314 748</b>	- 0,5	- 3,3	<b>61 466</b>	- 5,4	- 13,6
dont Edam, Gouda, Fontal	23 467	+ 29,3	- 53,0	3 238	+ 7,2	- 29,0
Cantal, Cheddar	16 701	- 12,4	- 3,0	9 163	+ 98,3	- 31,3
Saint- Paulin, Saint Nectaire	18 188	+ 0,5	- 20,5	28 784	- 2,7	- 7,6
<b>Fromages à pâte pressée cuite</b>	<b>300 416</b>	- 7,8	+ 3,4	<b>52 987</b>	- 11,2	- 0,5
dont Gruyères, abondance	8 160	- 25,0	- 2,5	3 054	- 10,3	+ 14,3
<b>Fromages à pâte persillée</b>	<b>58 986</b>	+ 3,2	- 1,3	<b>11 333</b>	- 1,4	- 6,9
dont Roquefort	19 369	- 6,4	- 0,2	3 491	- 4,8	- 3,5
<b>FROMAGES FONDUS</b>	<b>126 079</b>	- 5,2	+ 2,8	<b>57 121</b>	- 12,8	+ 6,1
<b>CASÉINES ET CASÉINATES</b>	<b>26 130</b>	- 36,5	+ 8,6	<b>26 037</b>	- 10,1	- 6,9
<b>POUDRE DE BABEURRE</b>	<b>28 117</b>	- 12,1	- 2,4	<b>22 051</b>	+ 4,6	+ 104,9
<b>POUDRE DE LACTOSÉRUM</b>	<b>562 168</b>	- 10,2	- 0,5	<b>302 093</b>	- 11,7	+ 0,4

\* en équivalent beurre

Sources : Enquête mensuelle laitière unifiée FranceAgriMer/SSP, DGDDI (Douanes)

### **Pour en savoir plus**

- « Moins de matières grasses dans nos assiettes », Agreste Primeur, n° 236, mars 2010
- « Marchés mondiaux des produits laitiers - De la dépression à la convalescence », Le dossier Économie de l'élevage, n° 398, février 2010, Institut de l'élevage
- « Le prix du lait en forte baisse en 2009 », Synthèses n° 2009/93, octobre 2009
- « Une collecte de lait de vache en forte baisse en 2009 », Synthèses n° 2009/92, octobre 2009
- « Forte chute des fabrications de produits laitiers au premier trimestre 2009 », Synthèses n° 2009/78, juin 2009

### **Sources et définitions**

- L'enquête mensuelle laitière unifiée réalisée par FranceAgriMer et le service de la statistique et de la prospective (SSP) du Ministère de l'Alimentation, de l'agriculture et de la pêche pour les données de collecte de lait et de fabrication de produits laitiers.
- Les statistiques de la Direction générale des douanes et des droits indirects pour les données sur le commerce extérieur.

Retour éditorial

## IAA 2009 : un second semestre mieux orienté

**E**n 2009, l'activité des industries agroalimentaires (IAA) se situe globalement au même niveau qu'en 2008. Après un fort recul fin 2008 et durant le premier semestre 2009, elle reprend au cours du second semestre. Début 2009, la production a été touchée par le repli des demandes extérieures et intérieures, qui se sont améliorées par la suite.

Ainsi, l'excédent commercial se dégrade, conséquence de la chute des prix et de la faible demande en début d'année de nos principaux clients étrangers. Le chiffre d'affaires des IAA se rétracte fortement, touché lui aussi par le repli des prix. Cette réduction du chiffre d'affaires et des prix fait figure de retour à la normale, après la forte croissance de 2008. L'emploi salarié dans les IAA est stable en fin d'année 2009. Les chefs d'entreprises perçoivent un regain d'activité en fin d'année et le confirment pour début 2010.

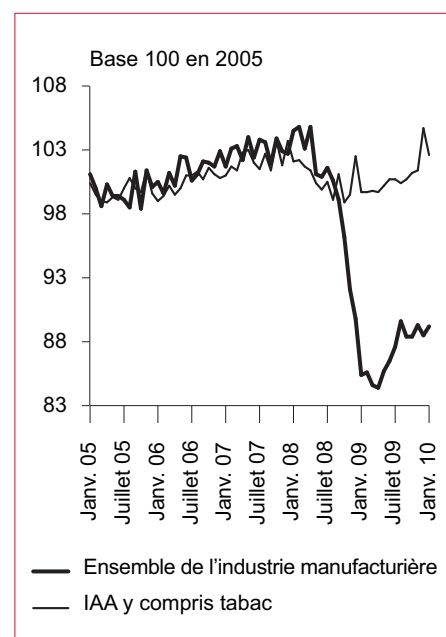
### Reprise progressive de l'activité au cours de l'année

Après une baisse de 1 % en 2008, la production des IAA cesse de se dégrader au cours de l'année 2009 et termine en reprise. Ainsi, elle baisse de seulement 0,2 % sur l'ensemble de l'année. Les industries alimentaires – hors boissons et tabacs – sont plus dynamiques qu'en 2008 (+ 0,8 %). L'amélioration est contrastée selon les secteurs. Les boissons, les aliments pour animaux et produits laitiers, peu dynamiques, tirent la production des IAA vers le bas. Au contraire, les huiles et graisses végétales et animales et les autres produits alimentaires sont particulièrement dynamiques en 2009 (+ 8 % et + 4,1 %). L'activité des produits du travail des grains diminue moins qu'en 2008, où les produits amy-lacés ont souffert d'une baisse de la

demande provenant des fabricants de papier et carton.

Grâce à la hausse de la demande extérieure et intérieure au deuxième semestre, la production est mieux orientée en fin d'année, sauf pour les produits à base de fruits et légumes et les huiles et graisses végétales et animales. L'activité des boissons, où ce phénomène est le plus flagrant, passe ainsi de - 17 % au premier trimestre à + 2,6 % au quatrième trimestre. Au cours du premier semestre, la demande extérieure s'est en effet fortement réduite pour les alcools, les vins et le champagne. L'activité des autres produits alimentaires, secteur qui comprend notamment le sucre, le chocolat, les plats préparés et les aliments diététiques, en baisse de 0,3 % au premier semestre, augmente de 7 % au second.

### En 2009, l'activité des IAA a bien résisté à la crise



Source : Insee - Ipi CVS



## L'excédent commercial se dégrade en 2009

L'excédent commercial dégagé par les échanges de produits alimentaires et de boissons se détériore de 24 % en 2009 (- 30 % pour les IAA y compris tabac). Le montant de l'excédent atteint cinq milliards d'euros, soit une baisse de 1,6 milliard d'euros par rapport à 2008.

La détérioration de l'excédent commercial a pour cause principale la chute des prix, à laquelle s'ajoute une faible demande extérieure au premier semestre. Ainsi, le déficit des viandes s'aggrave de 87 %, l'excédent des boissons diminue de 18 %, celui du travail des grains de 21 % et l'excédent des produits laitiers de 16 %.

Toutefois, l'excédent des aliments pour animaux s'améliore. Grâce à la chute des prix, le déficit des huiles et des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires s'atténue.

Après deux années de progression, la valeur des exportations de produits agroalimentaires, tabac exclu, se dété-

riore (- 9 % après + 4,3 % en 2008). Au premier semestre, les exportations ont été particulièrement touchées par la chute des prix, combinée à la baisse de la demande extérieure. Les exportations en valeur de boissons sont ainsi passées de - 21 % au premier semestre à - 10 % au second semestre. Les exportations de produits laitiers, principalement affectées par la baisse des prix des produits laitiers industriels, se rétractent de 15 % au premier semestre contre 7 % au second. Sur l'ensemble de l'année, les exportations en valeur diminuent pour tous les secteurs, sauf pour les autres produits alimentaires et les aliments pour animaux.

En 2009, les importations diminuent de 6 % en valeur, après une hausse de 6 % en 2008. Leur montant se chiffre à 29 milliards d'euros. Les importations en valeur de l'ensemble des secteurs ont diminué, particulièrement pour les huiles (- 23 % sur l'année). En 2008, les importations s'étaient envolées, en raison de la demande française pour les huiles à usage industriel.

## La consommation des ménages augmente en 2009

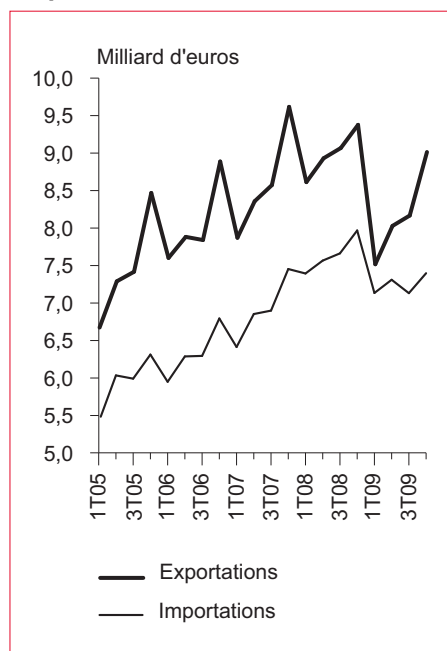
Selon les résultats des comptes trimestriels de l'Insee, les consommations en volume de produits alimentaires reprennent en 2009, augmentant de 0,7 %. La consommation en viandes et produits laitiers par rapport à 2008 se développe de 0,6 %, celle des « autres produits agroalimentaires » de 0,8 % et celle des produits frais, fruits et légumes et poissons frais de 0,5 %. La consommation de produits alimentaires a fait face à un début d'année difficile, mais s'est reprise au fil de l'année.

D'après les bilans établis par le Service de la statistique et de la prospective (SSP), la consommation de l'ensemble des viandes - la consommation à domicile directe et aussi les utilisations industrielles et la restauration hors foyer - est stable par rapport à 2008. La consommation de viande de volaille et de viande bovine est stable. La consommation totale de poulets augmente de 4 %, bénéficiant de la faveur des consommateurs. Par contre, la consommation de viande de porc est en recul.

## Les prix, en chute, entraînent avec eux le chiffre d'affaires

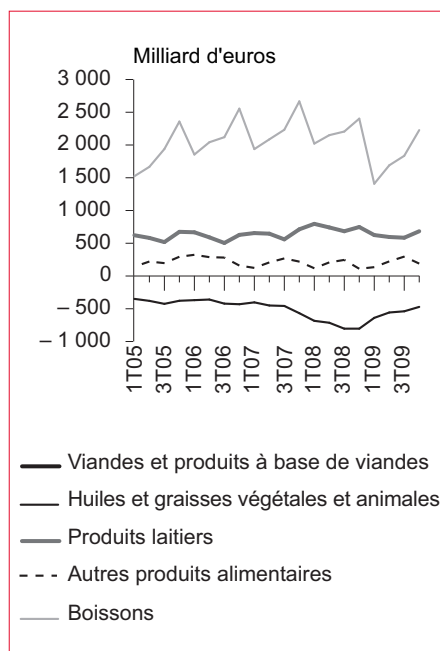
À cause d'une activité peu dynamique sur l'ensemble de l'année combinée à une baisse des prix de 6 %, le chiffre d'affaires des IAA se rétracte de 7 % en 2009, après deux années de hausse. Grâce à la reprise de la demande et au léger redressement des prix en cours d'année, le chiffre d'affaires se replie légèrement moins au deuxième semestre. Cette diminution des prix et du chiffre d'affaires apparaît comme un retour à la normale, après la flambée de 2008. Elle est liée à la baisse des cours des matières premières à laquelle s'ajoutent les effets de la loi de modernisation de l'économie. L'entrée en application de certaines mesures de la loi de modernisation de l'économie en janvier 2009 a en effet eu pour conséquence de faire apparaître dans les écritures comptables une baisse des prix de vente à la grande distribution en compensation de la baisse des marges arrières. Cette diminution

### Chute du solde commercial au premier trimestre 2009



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

### Reprise de l'excédent des boissons au cours de l'année 2009



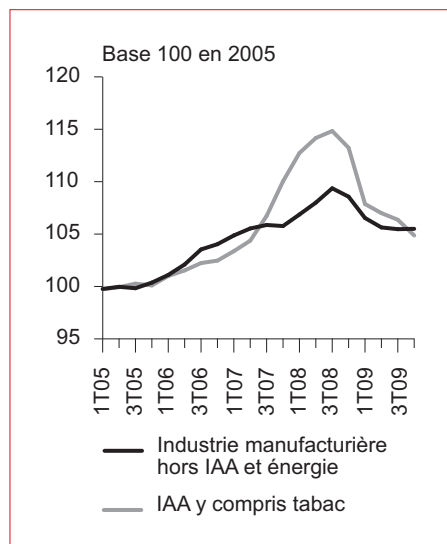
Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes



concerne les produits agroalimentaires et les biens de consommation, principalement ceux de grande consommation.

Sur l'ensemble de l'année, les aliments pour animaux et les produits du travail

### Repli des prix, après la flambée de 2008



Sources : Insee - IPP - Séries brutes

des grains, en relation avec les prix des céréales et oléagineux et une faible demande, ont connu une forte baisse de leur chiffre d'affaires (- 11 % environ). Touchée par la chute de leur valorisation, la valeur des ventes de produits laitiers se rétracte de 11 %. Les prix des produits de grande consommation s'effondrent moins que ceux des produits laitiers industriels. Malgré le dynamisme des huiles et graisses végétales et animales, leurs prix s'effondrent également, entraînant avec eux le chiffre d'affaires. Le chiffre d'affaires des boissons se replie de 5 % (- 8 % au premier semestre contre - 3 % au second), principalement à cause de la baisse de la demande extérieure en alcools, en vins et champagne. Le prix des boissons ne recule que de 2,6 % sur l'ensemble de l'année.

### Bien meilleure tenue de l'emploi dans les IAA

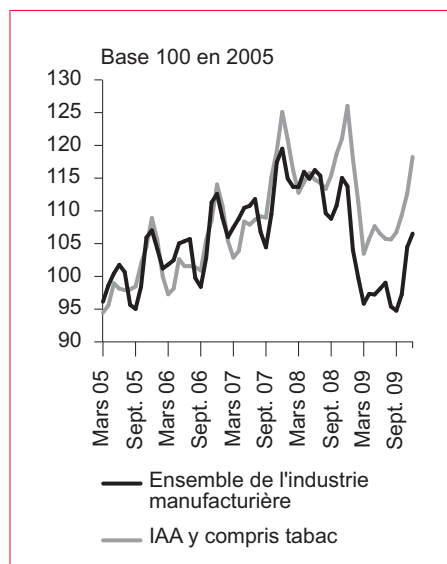
Après avoir connu une baisse, l'emploi salarié des IAA, salariés des entreprises artisanales inclus, s'est mieux orienté au cours de l'année. Fin 2009,

le secteur compte ainsi 550 000 emplois. Pour le reste de l'industrie manufacturière, l'emploi salarié se dégrade deux fois plus vite qu'en 2008. Les effectifs ont diminué de 169 000 emplois au cours de l'année 2009 contre 82 000 en 2008, soit - 5 % en un an.

### Le moral des industriels s'améliore au second semestre 2009

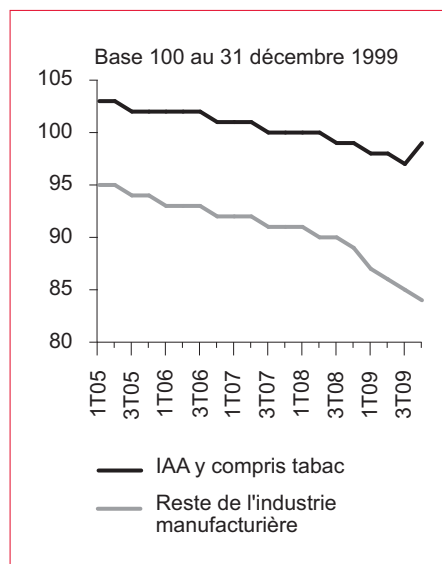
Selon les chefs d'entreprise de la branche agroalimentaire, les carnets de commandes se regarnissent et les perspectives personnelles se redressent au cours de l'année 2009, après avoir atteint un minimum au premier trimestre. Les entrepreneurs sont de plus en plus nombreux au cours de l'année à considérer que leur activité a progressé. Même si les carnets de commandes, globaux comme étrangers, demeurent peu étoffés fin 2009, ils se sont considérablement regarnis au fil de l'année. Selon les perspectives personnelles de production des industriels, l'activité des IAA poursuivrait son amélioration pour le début 2010.

### Détérioration du chiffre d'affaires en 2009



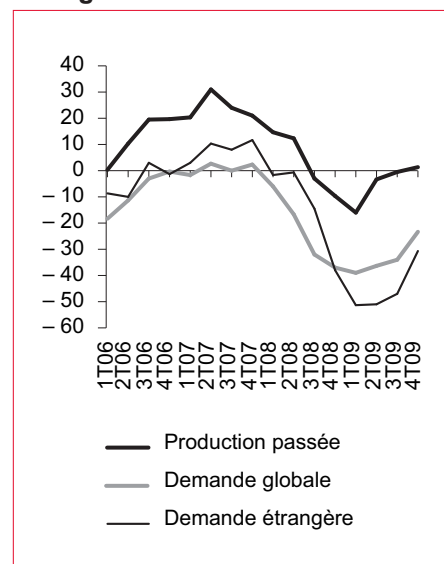
Source : Insee - Indice de chiffre d'affaires - Données brutes mm<sup>3</sup>

### Meilleure tenue de l'emploi dans les IAA que dans le reste de l'industrie manufacturière



Source : Insee - Emploi salarié en fin de trimestre

### Nette amélioration de la demande étrangère au cours de l'année



Source : Insee - Enquête mensuelle dans l'industrie - Solde CVS des réponses

## 2009 : une année de reprise

Évolution en % *	Année 2008/Année 2007					Année 2009/Année 2008				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
<b>10.1</b> - Viande	- 1,0	3,8	4,2	8,9	7,6	- 1,0	- 5,5	- 4,0	- 7,9	- 1,0
<b>10.2</b> - Poisson		1,2	1,2	1,2	1,5		- 5,4	- 3,6	- 20,2	- 2,5
<b>10.3</b> - Fruits et légumes	- 1,7 **	4,5	3,3	- 2,3	8,5	3,8	- 7,3	- 7,0	- 2,8	- 2,4
<b>10.4</b> - Huiles et graisses	11,9	29,9	27,8	32,7	34,2	8,3	- 18,6	- 9,1	- 13,7	- 23,2
<b>10.5</b> - Produits laitiers	0,9	9,1	5,7	5,8	- 3,7	- 3,3	- 12,0	- 11,4	- 11,1	- 4,9
<b>10.6</b> - Grains ; amylicés	- 5,3	17,0	14,8	6,4	14,8	- 1,9	- 9,9	- 11,1	- 12,8	- 6,6
<b>10.7</b> - Boulangerie-pâtis. & pâtes	- 0,4	9,3	5,0	8,6	14,9	2,2	- 5,2	- 5,1	- 2,1	- 5,4
<b>10.8</b> - Autres produits alimentaires	- 1,6	2,4	4,5	4,8	8,0	4,1	- 6,3	- 6,9	1,6	- 1,4
<b>10.9</b> - Aliments pour animaux	1,7	12,3	12,3	7,5	23,7	- 5,1	- 12,8	- 11,9	0,1	- 4,6
<b>11.0</b> - Boissons	- 6,1***	7,1	1,1	0,2	6,5	- 4,7	- 2,6	- 5,3	- 15,0	- 3,0
<b>Ensemble IAA y compris tabac</b>	<b>- 1,1</b>	<b>7,2</b>	<b>5,4</b>	<b>4,6</b>	<b>9,7</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 6,3</b>	<b>- 7,2</b>	<b>- 9,0</b>	<b>- 5,2</b>

\* Les diverses sources rassemblées dans ce tableau de synthèse ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont pas de ce fait toujours immédiatement comparables.

\*\* Non compris les préparations et conserves à base de pommes de terre.

\*\*\* Non compris les vins.

Source : DGDDI (Douanes)

### Sources et définitions

- Les données présentées dans ce document portent sur l'ensemble des industries alimentaires y compris tabac Division 10, 11 et 12 de la nomenclature d'activité (NAF révision 2 entrée en vigueur en janvier 2008) pour les données conjoncturelles à partir de janvier 2009 et divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activités française (NAF révision 2) pour les données structurelles sur l'année 2007. Elles incluent les boissons y compris les vins.
- L'ensemble Industrie manufacturière comprend toutes les industries manufacturières y compris les IAA, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.
- Les différents indicateurs des IAA utilisés dans ce document sont en base et référence 100 en 2005. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont de ce fait pas toujours immédiatement comparables.
- L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels.
- Les autres indicateurs – Indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (Ipp), données sur le commerce extérieur – sont des indicateurs de branche.
- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :
  - l'Ipi de l'industrie des fruits et légumes ne concerne pas les produits à base de pommes de terre.
  - l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets.
  - l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.

Lors des comparaisons, la période de référence lorsqu'elle n'est pas précisée, est le trimestre de l'année précédente.

## Viandes : le déficit commercial s'aggrave de 87 % en 2009

En 2009, comme en 2008, la production de viandes recule de 1 % par rapport à l'année précédente. Elle augmente cependant pour les produits à base de viandes, amortissant la baisse de 3,6 % des viandes de volaille. Les évolutions de la production de volailles sont contrastées selon les espèces. La production de viandes de poulet est quasiment stable en 2009 (+ 1 %) grâce à une demande intérieure dynamique due au bon rapport qualité-prix. L'activité de la viande de dinde (- 7,5 %) poursuit sa régression amorcée il y a six ans et celle du canard marque une décrue, suivant la recommandation du Cifog (Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras) pour maîtriser la production. Pour les viandes de boucherie, la production subit une baisse équivalente à 2008 (- 1,5 %). Celle-ci concerne les ovins, mais aussi les porcins et les bovins. Pour ces derniers, le fort recul des abattages de taurillons est plus important que la reprise des réformes de vaches laitières consécutive aux difficultés du secteur laitier. Ces baisses se traduisent par des réductions des exportations et, malgré une demande intérieure en légère diminution, une réduction moindre des importations.

Les prix des viandes diminuent globalement de 6 % par rapport à l'année précédente, en partie à cause du niveau élevé de 2008. Les prix reviennent ainsi à leur niveau de 2005. Cette dégradation des prix constitue la cause principale de la chute du chiffre d'affaires de 4 %. La baisse des prix est particulièrement marquée pour les produits à base de viandes, ce qui entraîne une baisse de la valeur des ventes de 5 %. Le prix des volailles est tiré vers le bas par celui de la viande de dinde (- 11 %). La baisse des prix des viandes de boucherie est plus modérée grâce aux prix des ovins, très soutenus en 2009.

Le déficit commercial des viandes s'aggrave de 87 %, atteignant 622 millions d'euros. Le déficit des viandes de boucherie s'est creusé de

22 %, tandis que l'excédent des viandes de volaille s'est réduit de 38 %. Les exportations de viande porcine se détériorent de 10 %, les nouveaux pays membres de l'Union euro-

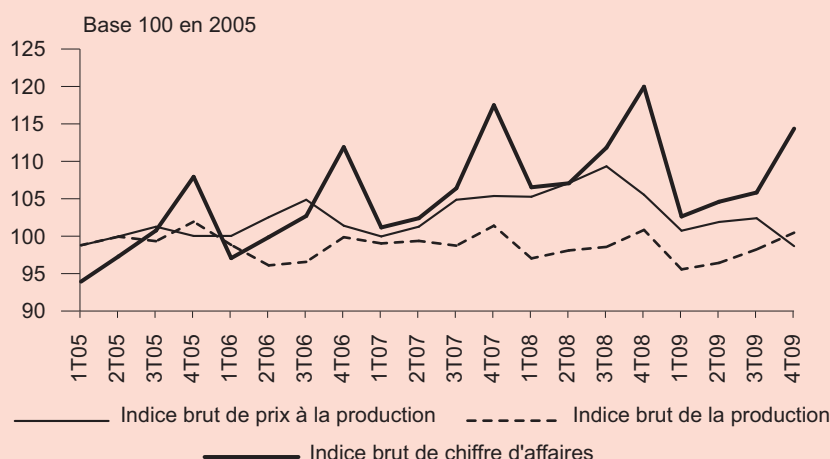
péenne et les pays tiers ayant fortement réduit leurs achats. Les importations de viandes de volaille augmentent de 6 % en valeur et de 8 % en volume.

### Indicateurs : Viandes

Évolution en %	Année 2009/Année 2008				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
<b>Viandes et produits à base de viandes</b>	<b>- 1,0</b>	<b>- 5,5</b>	<b>- 4,0</b>	<b>- 8,0</b>	<b>- 1,2</b>
Viandes de boucherie et produits d'abattage	- 1,5	- 3,6	- 3,4	- 7,8	- 2,7
Viandes de volailles	- 3,6	- 4,7	- 3,9	- 11,9	+ 5,8
Produits à base de viandes	+ 2,2	- 8,4	- 5,0	- 3,0	- 0,9
Produits à base de viandes hors charcuterie			- 6,8		
Charcuterie			+ 1,6		

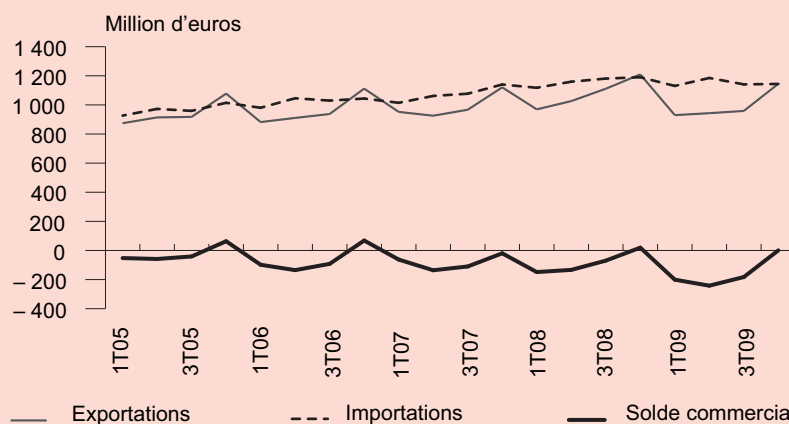
Sources : Insee, DGDDI (Douanes)

### La baisse des prix entraîne le chiffre d'affaires des viandes vers le bas



Source : Insee

### Un recul marqué des exportations de viandes



Source : DGDDI (Douanes)

## Industrie laitière : en 2009, la baisse du prix du lait engendre celle de la production

L'année a été contrastée pour les produits laitiers. Le deuxième semestre a été mieux orienté avec une reprise relative de la production et une hausse de chiffre d'affaires. Les prix sont restés cependant stables sur l'année (-12 % par rapport à 2008 sur l'ensemble de l'année).

Après la fièvre des prix des produits laitiers de 2008, ces derniers ont chuté de 12 % en 2009. Ils sont désormais inférieurs de 2 % aux prix moyens 2005-2007. Les produits de stockage, beurre et poudres, ont été concernés par cette volatilité : leurs prix sont tributaires du marché mondial, plus volatil, tandis que les prix des produits laitiers de grande consommation se forment plutôt sur le marché européen. Les prix des produits laitiers industriels se sont ainsi repliés plus fortement que ceux des produits laitiers de grande consommation. Le prix du beurre diminue de 10 %, ceux des poudres de 19 %, tandis que les cours des fromages se replient de 7 % et ceux des produits laitiers frais de 7 %.

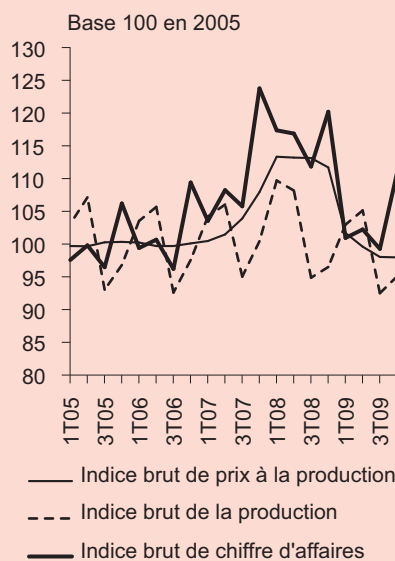
Après un ralentissement de l'activité du secteur laitier en 2008 (+0,8 % après +1,7 % en 2007), la production de l'industrie laitière se détériore de 3,3 % en 2009. Cette baisse s'explique essentiellement par le repli des prix qui a découragé la production. En 2009, les réformes des vaches laitières, freinées en 2008 afin d'intensifier la production, reprennent.

La production de produits industriels chute le plus fortement. La production de lait sec se rétracte de 10 % et celle de beurre de 5 %. En volume, la fabrication de beurre anhydre et de conditionnement de poudres de lait se rétracte de 15 %. La baisse de la production de produits frais et fromages est beaucoup moins atone que celle de produits laitiers industriels. En volume, les fabrications de fromages ne diminuent que de 1 %, celle des yaourts et desserts lactés frais de 0,7 %.

Pénalisé par la chute des prix et le ralentissement de l'activité, le chiffre d'affaires revient à son niveau de 2005-2006, après la hausse de 2008.

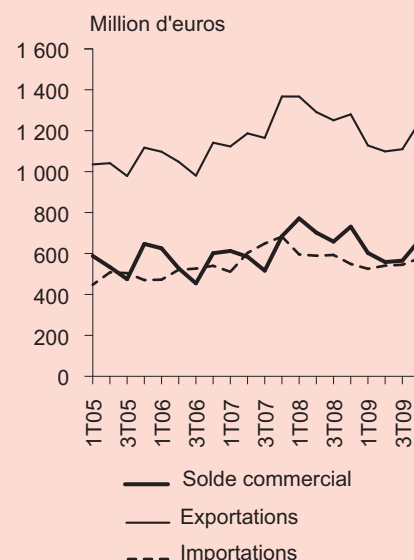
L'excédent commercial des produits laitiers s'est dégradé de 16 %, soit une baisse de 471 millions d'euros. Pour répondre à la demande en produits laitiers, la France a réduit ses exportations et importé davantage, notamment depuis l'Allemagne, où le prix d'achat du lait est resté beaucoup plus bas tout au long de l'année 2009. Les exportations en valeur du secteur chutent de 11 % (-2,4 % en volume), principalement à cause de la chute des prix par rapport à 2008. La baisse des exportations en volume est moindre, notamment pour les fromages (-0,5 %) et desserts lactés frais (-0,6 %). Le beurre, malgré le repli des fabrications de 2 %, s'exporte plutôt bien (+7 %).

### Retour à la normale des prix des produits laitiers



Source : Insee

### Les exportations de produits laitiers mieux orientées en fin d'année



### Indicateurs : Industrie laitière

Évolution en %	1 <sup>er</sup> sem. 2009/1 <sup>er</sup> sem. 2008					2 <sup>e</sup> sem. 2009/2 <sup>e</sup> sem. 2008					Année 2009/Année 2008				
	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation	Impor-tation	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation	Impor-tation	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation	Impor-tation
<b>Produits laitiers</b>	- 4,5	- 11,1	- 13,3	- 15,1	- 8,5	- 2,0	- 12,8	- 9,4	- 6,7	- 1,1	- 3,3	- 12,0	- 11,4	- 11,0	- 4,9
Produits laitiers et fromages	- 3,8	- 10,7	- 13,6	- 16,2	- 10,0	- 1,5	- 12,5	- 9,8	- 6,7	- 1,5	- 2,7	- 11,6	- 11,7	- 11,6	- 5,9
Lait liquide, crème de lait, produits frais	- 0,5	- 5,6	- 16,1			- 1,3	- 8,7	- 14,4			- 0,9	- 7,2	- 15,3		
Beurre conditionné GMS	- 4,8	- 11,8	- 14,3	- 20,6	- 33,5	- 4,3	- 8,8	- 14,4	- 3,6	12,9	- 4,6	- 10,3	- 14,4	- 12,2	- 12,7
Fromages	- 4,5	- 5,8	- 10,3	- 5,8	3,5	0,2	- 9,1	- 6,6	- 3,4	- 3,9	- 2,3	- 7,4	- 8,4	- 4,5	- 0,3
Autres produits laitiers		- 23,1					- 15,2					- 19,2			
Glaces et sorbets	- 14,6	- 4,1	- 4,8	2,7	8,3	- 12,9	- 3,5	- 0,8	- 5,5	4,8	- 14,0	- 3,8	- 2,8	- 0,8	6,7

Sources : Insee, DGDDI (Douanes)

## Alimentation animale : repli du prix des aliments pour animaux de ferme

En 2009, la fabrication d'aliments pour animaux de ferme fait face à une baisse simultanée des quantités produites et des prix. Le deuxième semestre est cependant mieux orienté que le premier. La production d'aliments pour animaux de ferme atteint en 2009 un niveau comparable à celui de 2006. Suite à la baisse du prix du lait, les éleveurs laitiers ont diminué leur utilisation d'aliments concentrés. Par ailleurs, en 2007-2008, avec la flambée des prix des matières premières de l'alimentation animale, il était plus intéressant pour

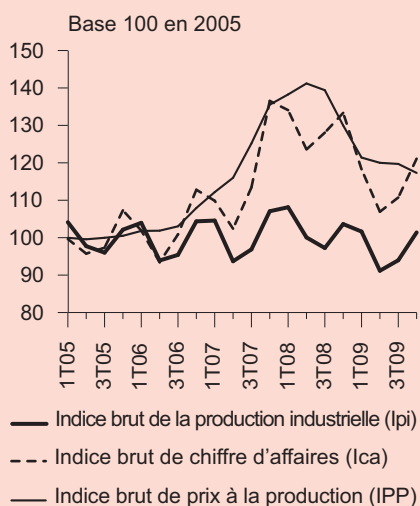
les éleveurs d'acheter des aliments composés pour nourrir les animaux que de fabriquer leur propre aliment. En 2009, la consommation d'aliments composés diminue car les prix des matières premières ont chuté, rendant la fabrication d'aliments à la ferme de nouveau attractive. Seule la production d'aliments pour poulet est dynamique (+ 1 %) : le poulet profite d'un report de consommation au détriment de la viande rouge.

La baisse des prix est forte en 2009 (- 16 %), traduisant la baisse des

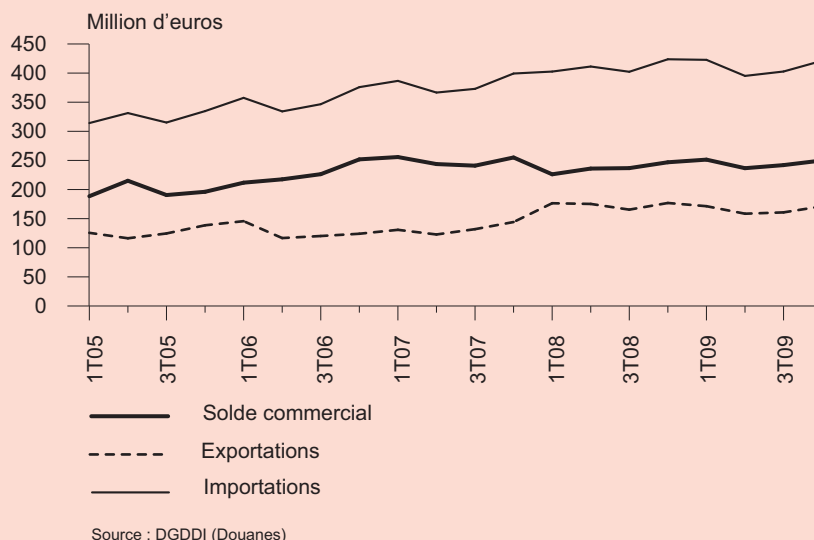
cours des céréales et tourteaux amorcée au début de la campagne 2008-2009. Le chiffre d'affaires du secteur se réduit de 16 % en 2009, conséquence de la chute de la valorisation.

L'activité de l'alimentation pour animaux d'agrément se détériore de 1,9 % en 2009, mais leur valorisation s'accroît de 6 %. Les exportations en valeur augmentent de 3 %, engendrant une hausse de l'excédent de 22 millions d'euros. Le chiffre d'affaires se réduit cependant de 3,9 %.

### Malgré leur retombée, les prix des aliments pour animaux restent hauts



### L'excédent des aliments pour animaux en hausse en 2009



## Indicateurs : Alimentation animale

Évolution en %	1 <sup>er</sup> sem. 2009/1 <sup>er</sup> sem. 2008					2 <sup>e</sup> sem. 2009/2 <sup>e</sup> sem. 2008					Année 2009/Année 2008				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations	Importations
<b>Aliments pour animaux</b>	- 7,4	- 13,6	- 12,6	+ 0,5	- 6,2	- 2,7	- 11,9	- 11,3	- 0,2	- 3,5	- 5,1	- 12,8	- 11,9	+ 0,1	- 4,9
Aliments pour animaux de ferme	- 8,9	- 16,7	- 15,7	- 12,6	- 11,1	- 3,6	- 15,2	- 12,9	+ 2,3	- 13,7	- 6,3	- 15,9	- 14,3	- 5,6	- 12,4
Aliments pour animaux d'agrément	- 3,4	+ 5,1	- 1,2	+ 7,8	- 1,1	- 0,2	+ 7,0	- 6,3	- 1,4	+ 8,0	- 1,9	+ 6,0	- 3,9	+ 3,1	+ 3,3

Sources : Insee, DGDDI (Douanes)

## Boissons : la reprise de la demande étrangère en fin d'année atténuée la chute de l'activité

Pénalisée par la crise économique, la production des boissons se replie de 4,7 % en 2009, après - 6 % en 2008. En revanche, l'activité s'est améliorée pour la bière et les boissons rafraîchissantes, qui avaient connu une année 2008 atone en relation avec les mauvaises conditions climatiques de l'été. L'activité des eaux de table continue cependant de se détériorer (- 4,1 % par rapport à l'année précédente en 2009, après - 8 % en 2008).

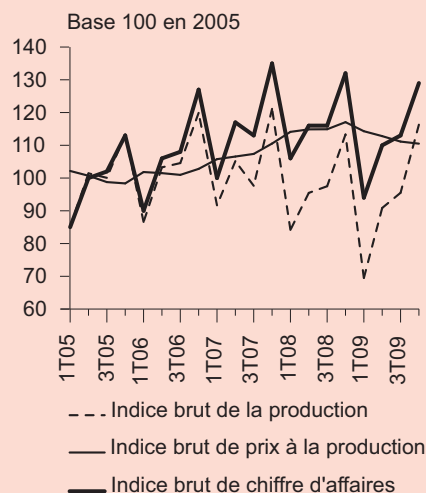
Les boissons alcooliques distillées ont souffert de la baisse de la demande extérieure et voient leur activité chuter de 12 % (- 24 % au premier semestre). La crise économique, amorcée au second semestre 2008, a eu un impact important au premier semestre 2009 sur les alcools, champagne et vins, fortement tournés vers l'étranger. L'année a été marquée par la baisse de la demande des États-Unis, du Royaume-Uni et du Japon. L'excédent commercial se réduit à 1 615 millions d'euros en 2009. Les exportations de vins et de boissons alcooliques distillées ont chuté respectivement de 19 % et de 12 % par rapport à 2008, où les exportations étaient déjà peu élevées. Les exportations en valeur de malt et de bière

se portent bien, la hausse des volumes compensant la baisse des prix.

Après une hausse globale des prix de 6 % en 2008, ceux-ci diminuent de 3 % en 2009. La baisse des prix touche particulièrement les boissons rafraîchissantes et les vins de raisin. Cependant, la bière, le malt, le cidre, les spiritueux composés de plus de 15° et les boissons alcooliques distillées sont plus chers qu'en 2008.

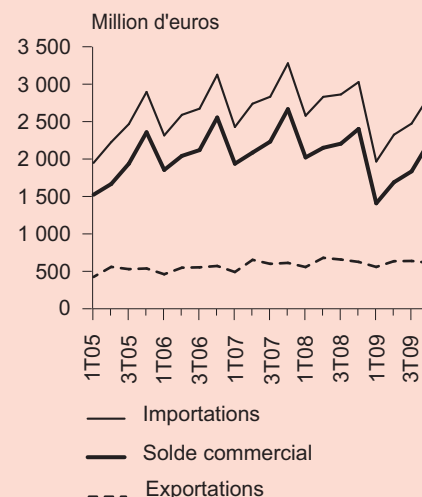
Après une croissance de 5 %, le chiffre d'affaires se rétracte en 2009, conséquence de la baisse de la demande et des prix des boissons. La valeur des ventes d'alcools distillés (- 7 %), de vins de raisin (- 7 %) et de boissons rafraîchissantes (- 6 %), notamment d'eaux de table (- 14 %), se réduit nettement.

### Un second semestre plus dynamique pour les boissons



Source : Insee

### La demande extérieure se redresse au second semestre



Source : DGDDI (Douanes)

### Indicateurs : Boissons

Évolution en %	1 <sup>er</sup> sem. 2009/1 <sup>er</sup> sem. 2008					2 <sup>e</sup> sem. 2009/2 <sup>e</sup> sem. 2008					Année 2009/Année 2008				
	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation	Impor-tation	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation	Impor-tation	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation	Impor-tation
<b>Boissons</b>	- 10,7	- 0,8	- 8,2	- 20,7	- 3,7	0,5	- 4,4	- 2,8	- 9,8	- 2,6	- 4,7	- 2,6	- 5,3	- 15,0	- 3,1
Boissons alcooliques distillées	- 23,5	1,6	- 10,9	- 19,3	- 1,5	- 3,3	0,4	- 3,7	- 5,6	3,9	- 12,4	1,0	- 7,0	- 11,8	1,5
Spiritueux composés + 15°		2,0					0,5					1,3			
Vins de raisin		0,2	- 12,4	- 26,1	- 5,2		- 5,2	- 2,6	- 12,7	- 8,3		- 2,5	- 6,7	- 19,0	- 6,7
Cidre et autres vins de fruits		4,4	1,0	- 19,7	- 19,3		1,9	5,3	16,0	1,4		3,1	3,1	- 2,5	- 9,1
Autres boissons fermentées non distillées		- 4,7	- 7,7	- 5,9	- 30,5		- 5,8	10,5	- 13,6	- 34,2		- 5,2	0,1	- 9,9	- 32,5
Bière	4,6	6,6	- 0,8	14,4	2,3	9,1	4,9	3,7	3,4	4,9	6,6	5,7	1,3	8,7	3,6
Malt	- 0,2	8,0	16,4	13,7	36,0	- 11,7	- 0,2	- 0,2	- 7,2	84,7	- 6,0	3,9	8,0	3,2	58,1
Boissons rafraîchissantes, eaux minérales et autres eaux en bouteille	- 5,2	- 6,6	- 6,6	- 11,1	- 6,6	7,9	- 8,6	- 5,1	- 6,1	- 8,9	0,7	- 7,6	- 5,9	- 8,8	- 7,7
Eaux de table	- 10,8	- 0,4	- 18,6	- 20,9	- 19,6	4,3	- 1,5	- 8,6	- 10,0	0,7	- 4,1	- 0,6	- 14,2	- 16,1	- 10,8

Sources : Insee, DGDDI (Douanes)



## Autres secteurs

### Huiles et graisses végétales et animales

La production d'huiles de soja, de colza et de tournesol augmente. Ainsi, l'activité des huiles brutes et tourteaux grimpe de 28 % en 2009. Le recours aux importations d'huiles de soja, colza et tournesol s'est rétracté en 2009, diminuant de 15 % en volume (- 5 % par rapport à 2007). Les exportations baissent moins que les importations, permettant au déficit de se réduire de 798 millions d'euros. Le chiffre d'affaires des huiles et graisses, pénalisé par une baisse de 19 % de la valorisation, se rétracte de 9 %.

### Farines et produits amylacés

Le chiffre d'affaires diminue de 11 % sur 2009, en raison de la baisse des prix (- 10 % après + 17 % en 2008). Cette dégradation des prix résulte de la retombée des cours des céréales. La valeur des ventes et les prix demeurent cependant à un niveau élevé. L'activité continue de se replier, mais moins qu'en 2008 (- 2 % après - 7 % de 2008). Ce ralentissement est en partie dû aux produits amylacés qui avaient souffert en 2008 d'un net recul de la demande de la part des fabricants de papier et carton, qui a repris en 2009. Les exportations chutent de 13 %, contribuant fortement à réduire l'excédent de 210 millions d'euros.

### Produits à base de fruits et légumes

Le chiffre d'affaires des industries de transformation de fruits et légumes chute de 7 % en 2009, alors qu'il augmentait de 3 % en 2008. Le chiffre d'affaires est pénalisé par une plus faible valorisation des produits (- 7 % contre + 4 % en 2008). La production des industries de transformation de fruits et légumes, dynamique, augmente de + 4 % en 2009 (+ 3 % en 2008). Le déficit commercial diminue de 2 % en 2009 grâce au repli de la demande française. En effet, les importations provenant des nouveaux États membres de l'Union européenne, du Maroc et de la Chine se réduisent fortement (- 3 % en volume). La baisse des exportations s'accroît légèrement en 2009 (- 8 % en volume après - 7 % en 2008).

### Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires

Après deux années de stabilité, la production industrielle augmente de 2 %, surtout grâce aux pâtes alimentaires (+ 12 %). Les prix accusent un fort repli, à l'image de ceux des matières premières. Le chiffre d'affaires se rétracte de 5 %, mais reste supérieur de 2 % au chiffre d'affaires moyen 2004-2008. Le chiffre d'affaires de 2008, particulièrement élevé, profitait d'une forte valorisation. Le

déficit commercial se réduit de 64 millions d'euros, grâce à la réduction des importations en valeur (- 5 %). Cette baisse des importations est la conséquence de la détérioration des prix, les volumes demeurant stables par rapport à 2008.

### Les autres produits agroalimentaires

La production des autres produits alimentaires, en baisse en 2008, augmente de 4 % en 2009 : l'activité des plats préparés progresse de 6 % et celle des aliments adaptés à l'enfant et diététiques de 0,6 %. Les prix, qui augmentaient depuis 2006, se rétractent de 6 % par rapport à 2008 (- 5 % pour les plats préparés et - 4 % pour les aliments adaptés à l'enfant et diététique). Le chiffre d'affaires, pénalisé par la baisse des prix, se réduit de 7 %. L'excédent commercial s'améliore de 23 % par rapport à 2008, où il était relativement faible. La demande extérieure augmente, notamment pour les aliments adaptés à l'enfant et diététiques (+ 6 % en volume), et les importations se réduisent (- 7 % en volume pour les aliments adaptés à l'enfant et diététiques et - 9 % pour le cacao, chocolat et produits de confiserie).

## Résultats définitifs de l'enquête annuelle d'entreprise dans les IAA en 2007 :

### Principales données de structure des IAA en 2007

Entreprises de 20 salariés et plus en 2007	Nombre entreprises	Effectif salarié au 31/12		Chiffre d'affaires		Résultat courant avant impôt			Investissement (hors apport)		
		en milier	pooids en %	milliard d'€	pooids en %	million d'€	pooids en %	% du CA	million d'€	pooids en %	% du CA
<b>10.1</b> Ind. des viandes	834	108,4	29,0	28,9	21,0	378	6,3	1,3	537	13,7	1,9
<b>10.2</b> Ind. du poisson	107	10,9	2,9	2,8	2,0	60	1,0	2,1	63	1,6	2,3
<b>10.3</b> Ind. fruits et lég.	165	24,0	6,4	7,7	5,6	263	4,4	3,4	250	6,4	3,2
<b>10.4</b> Ind. corps gras	29	2,2	0,6	2,4	1,7	160	2,7	6,7	83	2,1	3,5
<b>10.5</b> Ind. laitière	294	53,9	14,4	25,6	18,6	662	11,0	2,6	632	16,1	2,5
<b>10.6</b> Travail du grain	105	12,0	3,2	5,7	4,1	396	6,6	6,9	242	6,2	4,2
<b>10.7</b> Boulangerie-pâtis.	361	42,0	11,2	9,1	6,6	427	7,1	4,7	407	10,4	4,5
<b>10.8</b> Aut.ind. alim.	479	66,2	17,7	24,0	17,4	1 241	20,7	5,2	714	18,2	3,0
<b>10.9</b> Fab. alim. Anim.	197	18,0	4,8	10,1	7,3	183	3,1	1,8	208	5,3	2,1
<b>10 Ind. Alimentaires</b>	<b>2 571</b>	<b>337,6</b>	<b>90,3</b>	<b>116,3</b>	<b>84,4</b>	<b>3 770</b>	<b>62,9</b>	<b>3,2</b>	<b>3 136</b>	<b>80,0</b>	<b>2,7</b>
<b>11</b> Ind. boissons	379	36,2	9,7	21,5	15,6	2 226	37,1	10,4	783	20,0	3,6
<b>10+11 Ensemble IAA</b>	<b>2 950</b>	<b>373,8</b>	<b>100,0</b>	<b>137,8</b>	<b>100,0</b>	<b>5 996</b>	<b>100,0</b>	<b>4,4</b>	<b>3 919</b>	<b>100,0</b>	<b>2,8</b>

Source : Agreste - Enquête annuelle d'entreprise 2007 - Résultats définitifs

L'enquête annuelle d'entreprise offre tous les ans une information économique homogène et de qualité sur l'activité des principales firmes agro-alimentaires ainsi que sur les différents moyens mis en œuvre pour la réaliser. Elle mesure les ventes détaillées par produits, l'emploi, l'investissement, les exportations, etc. Elle donne en parallèle un grand nombre d'informations sur les conditions d'exercice de cette activité (recours éventuel à la sous-traitance, travail sous marque de distributeur, niveau des dépenses de publicité, etc.) et s'assure de la cohérence comptable de l'ensemble. Elle pointe aussi les restructurations intervenues dans l'année.

Dans l'agroalimentaire comme dans le reste de l'industrie, l'enquête s'adresse à toutes les entreprises de transformation - hors charcuterie et boulangerie-pâtisserie artisanales - de 20 salariés et plus ou de plus de cinq millions d'euros de chiffre d'affaires. Cela concerne 2 950 entreprises dans la version révisée de la nomenclature d'activités française (NAF rév.2), entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2008. C'est 25 % des firmes agroalimentaires mais un peu plus de 90 % de l'emploi et 95 % du chiffre d'affaires du secteur.

En 2007, les résultats définitifs de l'enquête annuelle d'entreprise montrent une progression du chiffre d'affaires de 7,6 %. Jamais observé dans les dix années précédentes, ce taux reflète en partie l'évolution des prix à la production et plus précisément des cours des végétaux. À prix constant, la hausse des ventes de 2,9 % tranche avec celles de la décennie précédente. Elle s'explique essentiellement par la forte demande mondiale à l'origine d'une augmentation de 9,9 % de la valeur des exportations directes des entreprises agroalimentaires. Tous les domaines en bénéficient : l'industrie des boissons, celle du travail des grains et des produits amyliacés, mais aussi l'industrie laitière que le niveau élevé des cours mondiaux conduit à axer davantage ses ventes vers les marchés extérieurs. La chocolaterie-confiserie, les plats préparés ou l'alimentation homogénéisée et diététique voient aussi également leurs exportations progresser de plus de 10 % en 2007. La situation de l'industrie des viandes redevient également plus normale de ce point de vue, après la disparition de l'embargo décrété de mars à juin 2006 par de nombreux pays pour les productions du secteur de l'abattage et de la découpe de volaille.

Parallèlement, la reprise des investissements amorcée en 2006 s'accélère. Voisine de 12 % cette croissance provient comme en 2006 de la création d'usines de fabrication de biocarburants. Mais pour les deux tiers, elle retrace aussi le dynamisme des investissements de l'industrie laitière, de celle des boissons rafraîchissantes, de l'alimentation animale ou encore de la boulangerie. L'emploi pour sa part cesse de se dégrader. Il est en recul dans l'industrie des viandes et dans celle des boissons. En revanche, des emplois sont créés en 2007 dans la boulangerie-pâtisserie industrielle, l'industrie des corps gras, la transformation du poisson. Le recours à l'intérim s'intensifie dans presque tous les secteurs.

### Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Au troisième trimestre 2009, l'éclaircie se confirme pour les IAA », Synthèses n° 2009/103, janvier 2010
- « Amélioration de la conjoncture des IAA au deuxième trimestre 2009 », Synthèses n° 2009/88, octobre 2009
- « Les IAA touchées par la crise économique mondiale au premier trimestre 2009 », Synthèses n° 2009/81, juillet 2009
- « IAA 2008 : repli de l'activité », Synthèses n° 2009/71, avril 2009
- « IAA - Enquête annuelle d'entreprise - Résultats sectoriels et régionaux 2007 », Chiffres et données, n° 163, février 2009
- « L'industrie des boissons pénalisée par la crise économique et un été pluvieux », Agreste Conjoncture, n° 2008/54, décembre 2008
- « Une croissance soutenue - Enquête annuelle d'entreprise IAA - Résultats définitifs 2007 », Agreste Primeur, n° 213, juillet 2008
- « Dynamisme des exportations de cognac et de vodka », Agreste conjoncture, mai 2007

# ORGANISMES

**Agreste** : données collectées et diffusées par le Scees  
**AGPB** : Association générale des producteurs de blé et autres céréales  
**AGPM** : Association générale des producteurs de maïs  
**BNIC** : Bureau national interprofessionnel du cognac  
**CGB** : Confédération générale des planteurs de betteraves  
**CIC** : Conseil international des céréales  
**Cidef** : Comité interprofessionnel de la dinde  
**Cifog** : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras  
**CNCA** : Caisse nationale de crédit agricole  
**Cniel-Iri** : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.  
**CNIPT** : Comité interprofessionnel de la pomme de terre  
**Coceral** : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne  
**Consoscan** : panel de consommateurs de la société TNS (Secodip)  
**DGAL** : Direction générale de l'alimentation  
**DGI** : Direction générale des impôts  
**DGCCRF** : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes  
**DGDDI** : Direction générale des douanes et droits indirects  
**DGPAAT** : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires  
**DSV** : Direction des services vétérinaires  
**Eurostat** : office statistique des communautés européennes  
**FranceAgriMer** : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009  
**FAO** : Food and agriculture organisation  
**FOP** : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux  
**GIPT** : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre  
**GNIS** : Groupement national interprofessionnel des semences et plants  
**Inra** : Institut national de la recherche agronomique  
**Insee** : Institut national de la statistique et des études économiques  
**Matif** : Marché à terme international de France  
**OCM** : Organisation commune des marchés  
**Office de l'élevage** : résulte de la fusion de l'Ofival (Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture) et de l'Onilait (Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers)  
**Oilworld** : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals  
**OIS** : Organisation mondiale du sucre  
**OIV** : Organisation internationale de la vigne et du vin  
**OniGC** : Office national interprofessionnel des grandes cultures. Résulte de la fusion de l'Onic (office national interprofessionnel des céréales), de l'Oniol (Office national interprofessionnel des oléagineux, protéagineux et cultures textiles) et du Firs (Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre)  
**SSP** : Service de la statistique et de la prospective  
**Secodip** : Société d'étude de la consommation, de la distribution et de la publicité  
**SNIA** : Syndicat national des industriels de la nutrition animale  
**SNFS** : Société nationale des fabricants de sucre  
**SNM** : Service des nouvelles des marchés  
**Syncopac** : fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animale  
**UE** : Union européenne (à 27 à partir de 2007)  
**UEBL** : Union économique belgo-luxembourgeoise  
**Unifa** : Union des industries de la fertilisation  
**Unip** : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines  
**USDA** : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)  
**Viniflor** : office national interprofessionnel des légumes, des vins et de l'horticulture. Résulte de la fusion entre l'Onivins (Office national interprofessionnel des vins) et l'Oniflor (Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture)

## ABRÉVIATIONS

**AB** : agriculture biologique  
**AOC** : appellation d'origine contrôlée  
**AOP** : appellation d'origine protégée

**ACE** : aides aux cultures énergétiques  
**ADL** : aide directe  
**BDNI** : base de données nationales d'identification  
**BTP** : bâtiment et travaux publics  
**Caf** : coût, assurance, fret  
**Cib** : consommation indigène brute  
**Cic** : consommation indigène corrigée  
**CJO** : corrigé des jours ouvrables  
**CPA** : classification de produits associés aux activités  
**CPF** : classification de produits française  
**CVJA** : corrigé des variations journalières d'abattages  
**CVS** : corrigé des variations saisonnières  
**Fab** : franco à bord  
**Fac** : fonds d'allègement des charges  
**Fob** : free on board  
**IAA** : industries agroalimentaires  
**Ica** : Indice de chiffre d'affaires  
**IGP** : indication géographique protégée  
**lpa** : indice de prix de l'alimentation animale  
**lpampa** : indice des prix d'achat des moyens de production agricole  
**IPC** : indice des prix à la consommation  
**Ipi** : indice des prix industriels  
**IPP** : indice de production industrielle  
**lppap** : indice des prix des produits agricoles à la production  
**IPVI** : indice des prix de vente industriels  
**Isop** : informations et suivi objectif des prairies  
**MBS** : marge brute standard  
**MCM** : montants compensatoires monétaires  
**Min** : marchés d'intérêt national  
**mm3, mm12** : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois  
**MS** : matière sèche  
**NC** : nomenclature combinée  
**OCM** : organisation commune de marché  
**OTEX** : orientation technico-économique des exploitations  
**Pac** : poulet prêt à cuire  
**Pib** : production indigène brute  
**Pic** : production indigène contrôlée  
**SAA** : statistique agricole annuelle  
**Sap** : statistique annuelle provisoire  
**Smic** : salaire minimum interprofessionnel de croissance  
**SRW** : soft red winter  
**Tec** : tonne équivalent carcasse  
**Teoc** : tonne équivalent œuf coquille  
**TIPP** : taxe intérieure sur les produits pétroliers  
**TNO** : tendance nationale officieuse  
**VAIG** : vins avec indication géographique  
**VCC** : vins de consommation courante  
**VDQS** : vins délimités de qualité supérieure  
**VQPRD** : vins de qualité produits dans des régions délimitées  
**VSM** : viande séparée mécaniquement

## Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Service des nouvelles des marchés : [www.snm.agriculture.gouv.fr](http://www.snm.agriculture.gouv.fr)

Des séries de prix sont disponibles sur le site du SNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : [agreste-info@agriculture.gouv.fr](mailto:agreste-info@agriculture.gouv.fr)

Le CDIA est ouvert les lundis, mardis et jeudis de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



## Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche  
Secrétariat Général  
**SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**  
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex  
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald  
Rédacteur en chef : Christine Deroin  
Composition : SSP Beauvais  
Dépôt légal : À parution  
ISSN : 1274-1086  
© Agreste 2010

**Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole**  
[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)